

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>20.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Kantonale Ersatzwahlen</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1989 - 01.01.2019</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Beer, Urs  
Bernath, Magdalena  
Brändli, Daniel  
Bühlmann, Marc  
Clivaz, Romain  
Denz, Andrea  
Hohl, Sabine  
Müller, Eva  
Porcellana, Diane  
Rinderknecht, Matthias  
Schoenholtz, Stephan  
Schubiger, Maximilian

## Bevorzugte Zitierweise

Beer, Urs; Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Denz, Andrea; Hohl, Sabine; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan; Schubiger, Maximilian 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Kantonale Ersatzwahlen, 1991 - 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	3
Wahlen in kantonale Regierungen	3
Kantonale Ersatzwahlen	3
<hr/>	
<b>Parteien, Verbände und Interessengruppen</b>	33
Parteien	33
Grosse Parteien	33

# Abkürzungsverzeichnis

---

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Wahlen

#### Wahlen

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2016  
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.<sup>1</sup>

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2017  
DIANE PORCELLANA

**Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017.** Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthour ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième

femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).<sup>2</sup>

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2018  
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées.** Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle. Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalmann-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection

de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.<sup>3</sup>

### Wahlen in kantonale Parlamente

**MOTION**  
DATUM: 28.05.1991  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Einmal mehr kritisierten die kleinen Parteien den Wahlmodus bei den Bündner Kantonsratswahlen und verlangten die **Einführung des Proporzwahlrechts**. In den letzten 54 Jahren ist dieses Begehren in Volks- oder Parlamentsabstimmungen sechsmal verworfen worden. Unter anderem schlug die CSP ein differenziertes Proporzverfahren gemäss dem Urner Modell vor, welches nur in Wahlkreisen mit mehr als drei Grossratsmandaten das Proporzverfahren vorschreibt; dieses Modell würde also die Landsgemeindetradition in den kleinsten Wahlkreisen erhalten. Die SP hat das Anliegen aufgenommen und in Form einer Motion, welche unter anderem auch von bürgerlichen Räten unterschrieben wurde, eingereicht.<sup>4</sup>

### Wahlen in kantonale Regierungen

**WAHLEN**  
DATUM: 03.11.1991  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Als **Nachfolger des auf Ende Jahr zurücktretenden Waadtländer Baudirektors Marcel Blanc (svp)**, der während dreizehn Jahren der Exekutive angehört hatte, wählten die Waadtländer Stimmberechtigten bei einer Beteiligung von 25,1 % den von der bürgerlichen Entente vaudoise vorgeschlagenen Pierre-François Veillon (svp) in die Regierung. Dieser distanzierte seine Konkurrentin, Nationalrätin Irène Gardiol Vodoz (gp), ganz klar; noch deutlicher abgeschlagen war der ohne die Unterstützung seiner eigenen Partei kandidierende Robert Rittener (sp).<sup>5</sup>

### Kantonale Ersatzwahlen

**WAHLEN**  
DATUM: 16.02.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Als Nachfolger des in den Nationalrat gewählten Comby (fdp) wurde Serge Sierra (fdp), Stadtpräsident von Sierre, gewählt. Da im Kanton Wallis **keine stillen Wahlen erlaubt** sind, kam die normale Wahlprozedur, obwohl sich nur ein Kandidat für die Nachfolge Combys bewarb, zur Anwendung. Bei einer Wahlbeteiligung von 36,3% legten mehr als ein Viertel einen leeren Wahlzettel ein.<sup>6</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.03.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

In der Neuenburger Regierung wurde der zurückgetretene **Jean-Claude Jaggi (lp) durch Pierre Hirschy ersetzt**; ein ex-liberaler Aussenseiter, Jean-Dominique Cornu, hatte mit seiner Herausforderung eine stille Wahl verhindert.<sup>7</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.04.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Obwaldner Landsgemeinde hat mit Maria Küchler-Flury (cvp) als Nachfolgerin für den zurückgetretenen Landammann Alexander Höchli die **erste Frau in den Regierungsrat gewählt**. Die übrigen Regierungsräte wurden alle bestätigt.<sup>8</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.04.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

An der Ausserrhoder Landsgemeinde wurde **Ueli Widmer (fdp) als Ersatz für den altershalber zurücktretenden Hansjakob Niederer gewählt**; der Gewählte ist mit 31 Jahren das jüngste Mitglied einer kantonalen Regierung.<sup>9</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.04.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Zwei neue Mitglieder wurden in die Innerrhoder Standeskommission gewählt: **Hans Hörler an die Stelle des zurücktretenden Josef Manser und Hans Sutter für Emil Neff**. Alle Mitglieder der Regierung gehören der CVP an oder stehen ihr zumindest nahe.<sup>10</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 17.05.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für den aus gesundheitlichen Gründen zurückgetretenen (und kurz nach der Ersatzwahl verstorbenen) René Bärtschi (sp) wurde **Dori Schaer-Born (sp) bei einer Wahlbeteiligung von 34,1 % in die Berner Regierung gewählt**. Nach Leni Robert ist damit zum zweiten Mal eine Frau in die Berner Kantonsregierung gewählt worden. Sie distanzierte ihre Herausforderer von der Auto-Partei und der Eidgenössisch-Demokratischen Union – der Kandidat der EDU wurde auch vom kantonalen Gewerbeverband unterstützt – sehr deutlich.<sup>11</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 17.05.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für den zurückgetretenen Max Egger (cvp) wurde in Solothurn im zweiten Wahlgang bei einer Beteiligung von 40,8% **Thomas Wallner (cvp) gewählt**. Nationalrat Ernst Leuenberger (sp), welcher den im Jahre 1985 an die CVP verlorenen Regierungssitz zurückerobern wollte, wurde im zweiten Wahlgang relativ deutlich distanziert, nachdem im ersten Durchgang die Resultate der beiden Kandidaten noch sehr nahe beieinander gelegen hatten.<sup>12</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 07.03.1993  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Als Ersatz für den seit 1975 als Zürcher Gesundheitsdirektor amtierenden Peter Wiederkehr (cvp) wurde der von den bürgerlichen Parteien unterstützte **CVP-Kandidat Ernst Buschor**, ehemaliger Vorsteher der kantonalen Finanzverwaltung und Betriebswirtschaftsprofessor, im ersten Wahlgang bei einer Beteiligung von 37,5% gewählt. An zweiter Stelle mit weniger als der Hälfte der Stimmen des Gewählten landete der von der GP nominierte und auch von der SP unterstützte Kantonsrat Daniel Vischer. Die bemerkenswert hohe Anzahl von Leerstimmen – rund ein Viertel der abgegebenen Stimmen – wurde im Gefolge der Bundesratsersatzwahl als ein Zeichen des Protestes, insbesondere von Frauen, gewertet, die nicht bereit waren, einen Mann zu wählen.<sup>13</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.06.1993  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Ersatzwahlen für die zurückgetretenen jurassischen Regierungsräte Mertenat (sp) und Brahier (fdp) erreichte im ersten Wahlgang bei einer Beteiligung von nur 42,9% (1990: 1. Wahlgang: 61,6%) keiner der Kandidaten das absolute Mehr. Die beiden Kandidaten der SP und der FDP, Jacques Stadelmann und Ständerat Michel Flückiger, landeten hinter Odile Montavon von der links-grünen Organisation "Combat socialiste" und Pierre Kohler (Junge CVP). Im zweiten Wahlgang, bei welchem die Beteiligung 52,4% betrug, wurden überraschenderweise **beide Aussenseiter gewählt**. Der 29jährige, auf einer freien Liste kandidierende Kohler erreichte mit einem Stimmenanteil von 45,5% das beste Resultat, während Odile Montavon, welche bei den letzten Gesamterneuerungswahlen im zweiten Wahlgang unterlegen war, an zweiter Stelle mit 37,9% der Stimmen gewählt wurde. Stadelmann und Flückiger erzielten nur 31,5% resp. 30,1%. Ohne eigene Kandidatur hat die CVP somit in der Regierung die Mehrheit erlangt, und anstelle der SP vertritt Combat socialiste, welcher im Parlament nur mit drei Sitzen repräsentiert ist, fortan die Anliegen der Linken. Mit Odile Montavon wurde zum ersten Mal eine Frau in die jurassische Regierung gewählt. Wiederum muss die ursprünglich antiseparatistische FDP, wie von Beginn der Kantonsgründung im Jahre 1978 bis 1986, auf eine Regierungsbeteiligung verzichten.<sup>14</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 20.03.1994  
EVA MÜLLER

Bei der Regierungsratsersatzwahl in Basel-Stadt **konnte sich der Kandidat der Demokratisch-Sozialen Partei (DSP), Hans Martin Tschudi, klar durchsetzen**. Er wurde im Wahlkampf auch vom bürgerlichen Lager getragen und erreichte 57% der Stimmen. Tschudi tritt die Nachfolge von Karl Schnyder an, welcher die DSP als Abspaltung von der SP 1982 gegründet hatte. Nur gerade 41% der Stimmen wurden für die sozialdemokratische Kandidatin Beatrice Breitenmoser abgegeben, womit die SP einmal mehr ihren Anspruch auf einen dritten Regierungssitz nicht durchsetzen konnte.<sup>15</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 20.03.1994  
EVA MÜLLER

Bei den Ersatzwahlen in den Thurgauer Regierungsrat konnte sich im Rennen um den freiwerdenden Sitz von Hanspeter Fischer (svp) erst im zweiten Durchgang Bauernsekretär **Roland Eberle (svp)** durchsetzen. Die von der EVP portierte Odette Butz Huggenberger verpasste den Regierungssitz um rund 3'000 Stimmen.<sup>16</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.03.1994  
EVA MÜLLER

Nach einem Unterbruch von drei Jahren ist die **CVP wieder in der Regierung des Kantons Basel-Landschaft vertreten**. Elsbeth Schneider wurde mit 53,2% als erste Frau in die Baselbieter Exekutive gewählt und konnte den Sitz zurückerobern, den die CVP in den letzten Regierungswahlen an die FDP verloren hatte. Peter Holinger konnte den **Sitz des zurücktretenden Werner Spitteler für die SVP nicht verteidigen**. Diese schied somit aus der Regierung aus, für die sie seit 1950 ununterbrochen Mitglieder gestellt hatte. Das bevölkerungsreiche Unterbaselbiet, erstmals ist dazu auch das Laufental zu zählen, dominierte die Wahl klar und überstimmte die ländlichen, eher svp-orientierten Bezirke.<sup>17</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 02.02.1997  
EVA MÜLLER

Im Waadtland trat Jacques Martin (fdp) aus gesundheitlichen Gründen zurück. Im ersten Wahlgang, bei dem die Stimmbeteiligung erstmals bei einer Waadtländer Regierungswahl weniger als 20% betrug, erreichte keiner der vier Kandidaten das absolute Mehr. Der Kandidatin der FDP, Jacqueline Maurer, fehlten zwar nur gerade knapp 300 Stimmen, trotzdem wurde die Tatsache, dass die einst so mächtige bürgerliche Entente nicht einmal mehr imstande ist, ihren dritten Sitz im ersten Wahlgang zu verteidigen, als Zeichen gewertet, dass sie ihre Krise noch nicht überwunden hat. Während Liberale und CVP die FDP-Kandidatin unterstützten, verzichtete die SVP auf eine Wahlempfehlung. Der SP-Kandidat Pierre-Yves Maillard erreichte 38,2% der Stimmen, während Anne-Catherine Lyon von der Renaissance Suisse Europe überraschende 9% der Stimmen holte. Der Kandidat der Liste jeune, Serge Rullier, landete weit abgeschlagen. Im zweiten Wahlgang kam es, nachdem sich Lyon und Rullier zurückgezogen hatten, zu einer Stichwahl. **Jacqueline Maurer**, die dieses Mal auch von der SVP unterstützt wurde, erreichte 56,4% der Stimmen und **konnte als erste Frau in den Waadtländer Staatsrat einziehen**. Der SP-Kandidat Maillard, der von den Grünen und der Renaissance Suisse Europe unterstützt wurde, hatte mit 43,3% der Stimmen das Nachsehen.<sup>18</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 06.04.1997  
EVA MÜLLER

Im Kanton Glarus trat Kaspar Zimmermann (svp) altershalber zurück. Im ersten Wahlgang erreichte keiner der vier Kandidaten das absolute Mehr, der offizielle SVP-Kandidat **Röbi Marti** erzielte aber klar das beste Resultat vor der CVP-Kandidatin Doris Hösli-Lampe und seinen parteiinternen Rivalen Hans Peter Gisler und Paul Aebli. Im zweiten Wahlgang machte der auch von der FDP unterstützte Marti klar das Rennen. Die **CVP scheiterte mit ihrer Frauenkandidatur**: Hösli, die auch von der SP und den Grünen unterstützt wurde, vermochte ihren Gegenkandidaten in keiner einzigen der 29 Gemeinden zu schlagen. Im Vorjahr war sie bei Ersatzwahlen bereits Willy Kamm (FDP) unterlegen. Der Glarner Regierung gehört somit weiterhin keine Frau an; seit der Einführung des Frauenstimmrechts 1971 war sechsmal eine Frauenkandidatur erfolglos geblieben.<sup>19</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 13.04.1997  
EVA MÜLLER

Im Kanton Bern musste SP-Regierungsrat Hermann Fehr gesundheitshalber zurücktreten. Der Sitz wurde von den bürgerlichen Parteien nicht bestritten. Dafür gab es SP-intern ein Gerangel um die Nachfolge Fehrs; gleich acht SP-Kandidatinnen und -kandidaten bewarben sich, darunter Nationalrat Rudolf Strahm und Nationalrätin Stephanie Baumann. Der Parteitag nominierte schliesslich nach einer spannenden Ausmarchung Grossrat **Samuel Bhend** zum offiziellen Kandidaten. Neben Bhend bewarben sich mit Christian Waber (edu), Olena Geissbühler (Bürger-Partei), André Schmutz ("Freie Sozialistische Bürgerinnen und Bürger") und dem Parteilosen Hans Rügsegger vier Aussenseiterkandidaten. Mit 61% der Stimmen schaffte Bhend den Schritt in den Regierungsrat bei tiefer Wahlbeteiligung denn auch klar. Auf den auf streng biblischer Grundlage politisierenden Waber entfielen immerhin 24% und auf die rechtsbürgerliche Kandidatin Geissbühler 13% der Stimmen.<sup>20</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.04.1997  
EVA MÜLLER

In Appenzell Ausserrhoden trat Hans Höhener (fdp) zurück, um für den freierwerbenden Ständeratssitz zu kandidieren. Die FDP, die nach den Wirren um die verschuldete Kantonalbank die Möglichkeit diskutiert hatte, auf eine Kandidatur zu verzichten und damit **vermehrte andere Parteien in die Regierungsverantwortung einzubeziehen**, nominierte als Nachfolger von Höhener schliesslich den Parteilosen Gebi Bischof. SP und SVP erhoben aber ebenfalls Anspruch auf den Regierungssitz. Während die SP Paul Vuilleumier portierte, der auch vom Bunten Ausserrhoden, dem Landesring sowie dem Gewerkschaftsbund unterstützt wurde, schickte die SVP Heinz Brunner ins Rennen.

Gewählt wurde an der Landsgemeinde der Parteilose Bischof. Damit hält die FDP erstmals seit 1913 nicht mehr sechs der sieben Regierungsmandate.<sup>21</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.11.1998  
URS BEER

Nach dem überraschenden Rücktritt des Sozialdemokraten Silvio Bircher aus gesundheitlichen Gründen nach fünfjährigem Wirken war eine Vakanz im Aargauer Regierungsrat zu besetzen. Der SP-Parteitag in Aarau unterstützte den Vorschlag seiner Geschäftsleitung, die 39jährige Juristin und Grossrätin **Ursula Padrutt als Kandidatin** für die Regierungsrats-Ersatzwahl vom 27. September zu nominieren, mit 140:0 Stimmen. 14 Delegierte enthielten sich der Stimme aus Protest gegen das ihrer Ansicht nach undemokratische Auswahlverfahren der Geschäftsleitung. Damit sei die Vorstellung einer weiteren Kandidatur vorzeitig verhindert worden. Nachdem sich der Grossratspräsident und frühere SP-Parteipräsident **Kurt Wernli** entschlossen hatte, mit Unterstützung eines überparteilichen Komitees **wild zu kandidieren**, eskalierte der Streit zwischen Wernli und der SP-Fraktion im Grossen Rat bzw. der SP-Parteileitung. Ihm wurde ein Ausschluss aus der Partei angedroht, falls er sich nicht von seiner wilden Kandidatur zurückziehe. Anlass zu Kritik durch die SP gab auch Wernlis Unterstützungskomitee, dem vorwiegend Leute aus dem bürgerlichen und rechtskonservativen Lager angehörten. Der turbulente Wahlkampf zwischen Wernli und Padrutt erzeugte ein riesiges Presseecho und füllte die Leserbrief-Seiten. Die bürgerlichen Parteien, die auf eigene Kandidierende verzichteten, beschlossen Stimmfreigabe. Der wilde Kandidat Wernli verpasste das absolute Mehr im ersten Wahlgang bloss um 600 Stimmen und lag mit 49,6% deutlich vor der offiziellen SP-Kandidatin Padrutt (40,3%). Eine untergeordnete Rolle spielte FPS-Kandidat Peter Commarmot (8,5%). Die Wahlbeteiligung lag bei für Ersatzwahlen bemerkenswerten 45,1%.

Nach dem ersten Wahlgang vom 27. September wurde Wernli aus der SP-Ortssektion Windisch ausgeschlossen, wogegen er Rekurs einlegte. Die Ersatzwahl geriet immer mehr zur Schlammschlacht, als vertrauliche Informationen über Wernlis Lohnbezüge an die Öffentlichkeit gelangten. Dem Bezirkslehrer wurde vorgeworfen, dass er ein volles Jahresgehalt kassiere, obwohl er wegen seines Amtes als Grossratspräsident zum Teil von seinen schulmeisterlichen Pflichten dispensiert worden war. Ob dem persönlichen Hickhack drohte die politische Dimension der Wahl gänzlich unterzugehen. Am 29. November wurde **Wernli** bei einer angesichts des turbulent verlaufenden Wahlkampfes relativ tiefen Beteiligung von 37,2% mit fast doppelt so vielen Stimmen wie Padrutt **zum Nachfolger** von Silvio Bircher **gewählt**. Nach Leseart der unterlegenen SP bedeutete dies das **Ende der Konkordanzdemokratie im Kanton Aargau**; die SP würde ab sofort ihre kompromissbereite Haltung aufgeben und wieder in der Opposition politisieren. Seit 1932 war die SP stets mit einem Parteivertreter an der Macht beteiligt gewesen. Damit setzt sich die **Aargauer Regierung** neu aus **2 FDP, 1 CVP, 1 SVP** und **einem Parteilosen** zusammen. Zwei Tage nach der Wahl lehnte die SP-Geschäftsleitung Wernlis Rekurs gegen seinen Parteiausschluss durch seine ehemalige Heimatsektion Windisch ab und bestätigte einstimmig dessen Parteiausschluss.<sup>22</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 25.04.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Die Innerrhoder Landsgemeinde hatte im April die Nachfolge der neu gewählten Bundesrätin Ruth Metzler (cvp) zu bestimmen. Die CVP tat sich schwer mit der Suche nach einer geeigneten Kandidatin und nominierte schliesslich ihre 52jährige Parteipräsidentin und Grossrätin Heidi Buchmann-Brunner, die den Sukkurs ihrer Partei, des Bauernverbands und des Frauenforums genoss. Als Gegenkandidat trat der 41jährige parteilose Grossrat Bruno Koster an, ein erfolgreicher Kleinunternehmer, der von links bis rechts Unterstützung erhielt. Zu seinen namhaften Supportern zählten die SVP, die Arbeitnehmer-Vereinigung, die Gruppe für Innerrhoden sowie lokale Industrielle. Gewählt wurde **Bruno Koster**. Damit ist die Innerrhoder Landesregierung wieder ein reines Männergremium. Als Selbstverständlichkeit galt die Bestätigung des regierenden Landammans Arthur Loepfe und des stillstehenden Landammans und Ständerats Carlo Schmid.<sup>23</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 23.05.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Um die Nachfolge des zurücktretenden Peter Bodenmann (sp) war im Wallis schon vor Jahresende der Wahlkampf entbrannt. Anfangs Mai machten sich vier Kandidaten den traditionsgemäss dem deutschsprachigen Kantonsteil zugestandenen Sitz bei zahlreichen Podiumsveranstaltungen und Preseterminen strittig. Der offizielle Kandidat der SP, Nationalrat Thomas Burgener, hatte die interne Ausmarchung in der Partei für sich entscheiden können. Seine Konkurrentinnen waren die CVP-Vize-Präsidentin Viola Amherd, die Direktorin der Westschweizer Wirtschaftsförderung Chantal Balet (lp) und der als chancenlos geltende Michel Marron, ein Gründungsmitglied der Walliser SVP. Im ersten Wahlgang holte Burgener die meisten Stimmen, gefolgt von Amherd und Balet, die im Oberwallis nur ganz wenig Stimmen holen konnte. Obwohl die Liberale Balet weiterhin im Rennen blieb, kündigten die Freisinnigen ein stärkeres Engagement für den Erhalt der bestehenden Regierungszusammensetzung, also für die Wahl des Sozialdemokraten Burgener, an. Im zweiten Wahlgang übertraf Burgener sein Resultat aus dem ersten Wahlgang um Längen und siegte mit 34'748 Stimmen und einem Vorsprung von 8317 Stimmen auf Amherd. Von den übrigen drei Kandidierenden erreichte niemand mehr als 10'000 Stimmen. **Burgener schwamm in allen drei Walliser Regionen oben auf.** Froh zeigten sich die FDP und die SP, gemeinsam gegen die Übermacht der CVP gewonnen zu haben. Enttäuscht hingegen waren viele Frauen; sie hatten sich in Amherd die erste Regierungsrätin im Kanton erhofft.<sup>24</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 13.06.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Im Kanton Obwalden musste ein Ersatz für den nach 13 Amtsjahren zurücktretenden Regierungsrat Peter Rohrer (cvp) gefunden werden. Zum ersten Mal wurde eine Regierungsratswahl an der Urne durchgeführt. Im ersten Wahlgang erreichte keiner der drei Kandidierenden das absolute Mehr. Der offizielle Kandidat der CVP, Jurist und Parteipräsident Viktor Bucher, musste sich sogar vom durch den Bauernverband portierten und durch die FDP unterstützten Hans Wallimann (cvp), Agro-Ingenieur und Chefbeamter, auf den zweiten Platz verweisen lassen. Der SP-Bewerber, Maschinen-Ingenieur Pierangelo Beroggi, konnte einen Achtungserfolg erzielen und zog sich für den zweiten Wahlgang aus dem Rennen zurück. Die SP gab daraufhin bekannt, sie werde den offiziellen CVP-Kandidaten Bucher unterstützen. Das **Rennen machte** schliesslich der „wilde“ Kandidat **Wallimann** mit deutlichem Vorsprung auf Bucher. Die CSP, die in Obwalden unabhängig von der CVP Politik betreibt, gab im ersten Wahlgang Stimmfreigabe. Im zweiten Wahlgang unterstützte sie Bucher.<sup>25</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 13.06.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Im Juni war im Kanton Aargau ein Nachfolger für Regierungsrat Ulrich Siegrist (svp) zu wählen, der für den Ständerat kandidierte und deshalb sein Amt zur Verfügung stellte. Die SVP nominierte ihren Präsidenten, den Nationalrat und Bauunternehmer Ernst Hasler. Die SP und die Gewerkschaften kritisierten Hasler als ungeeignet, verzichteten aber auf eine Gegenkandidatur. Hasler wurde hingegen von Seiten der FDP, CVP, SD und der FP unterstützt. Die JCVF liess hingegen verlauten, sie hätte sich einen jüngeren Kandidaten gewünscht und Stimmfreigabe beschlossen. Die Grünen stellten sich ebenfalls gegen den Kandidaten, weil dieser sich in der Asylfrage als Hardliner erwiesen hätte. Mitte Juni wurde **Hasler** mit 73'401 Stimmen **zum neuen Regierungsrat gewählt**. Das absolute Mehr lag bei 45'000 Stimmen. 29'318 Wahlzettel wurden leer eingelegt und 16'604 Zettel enthielten vereinzelte Namen. Die Wahlbeteiligung betrug 34,7%.<sup>26</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.09.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Finanzdirektor Peter Briner (fdp) stellte sein Amt in der Schaffhausener Regierung zur Verfügung. Er kandidierte bei den im Herbst stattfindenden Wahlen für den Ständerat. Der Vorstand der FDP portierte Mitte April den Kantonalpräsidenten und Grossrat Joseph Zumbühl. Er setzte sich bei der internen Ausmarchung gegen drei Mitbewerber deutlich durch. Die Geschäftsleitung der SP verzichtete auf eine Nomination. Die SP sei dem Wähleranteil entsprechend mit zwei Personen in der Regierung ausreichend vertreten. Die SVP entschied sich auch gegen eine eigene Kandidatur. Sie wolle die Zusammenarbeit zwischen der FDP und der SVP nicht behindern und damit die Wahl von Rico Wenger in den Ständerat gefährden. Die Parteileitung hatte es aber schwer, sich am Parteitag durchzusetzen. Schliesslich ist die SVP mit 23 Sitzen stärkste Partei im Kantonsrat und hätte einen zweiten Sitz in der Regierung für sich beanspruchen können. Hingegen schickte die zur schweizerischen GP gehörende **Ökoliberale Bewegung Schaffhausen** (öbs) Grossrat Herbert Bühl, Leiter eines Ingenieur- und Planungsbüros, ins Rennen, und der 46jährige Martin Vögeli, ehemaliges Mitglied der FDP und Leiter des kantonalen Amtes für Militär und Zivilschutz, zog als dritter Kandidat in den Wahlkampf. Vergeblich hatte die FDP seine Kandidatur zu verhindern versucht.

Die CVP gab Mitte August nach Anhörung aller drei Kandidaten bekannt, dass sie Bühl bei der Wahl unterstützen werde. Erwartungsgemäss erreichte im ersten Wahlgang Anfangs September niemand das absolute Mehr. Obwohl Bühl mit 7793 Stimmen an erster Stelle lag, hatte er das absolute Mehr von 11'180 Stimmen klar verfehlt. Ende September konnte Bühl seine Führungsposition erfolgreich verteidigen und der FDP ihren zweiten Regierungssitz entziehen. **Die Wahl von Bühl galt als ausgesprochene Persönlichkeitswahl.** Die ÖBS besitzt schliesslich nur drei der 80 kantonalen Parlamentssitze.<sup>27</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 16.04.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Im Rennen um die **Nachfolge des zum Ständerat gewählten Baselbieter Regierungsrats Hans Fünfschilling (fdp)** versuchten die Sozialdemokraten den vor zwei Jahren verlorenen Sitz zurückzuholen. Wie schon bei den Ständeratswahlen im Vorjahr lieferten sich FDP und SP ein spannendes Duell. Als Nachfolgekandidaten schickten die **Freisinnigen** den Juristen und ehemaligen Landrat **Adrian Ballmer** aus Liestal ins Rennen. Ballmer genoss die offizielle Unterstützung durch SVP, CVP und SD. Zum SP-Kandidaten wurde der in Sissach wohnhafte VPOD-Zentralsekretär und Fraktionspräsident im Landrat Urs Wüthrich auserkoren. Er hatte sich als moderater Politiker auch im bürgerlichen Lager Freunde geschaffen. Die SVP hatte zuerst selbst mit einer Kandidatur geliebäugelt, verzichtete dann aber zugunsten des Friedens innerhalb der „Bürgerlichen Zusammenarbeit“, der sie ihren politischen Wiedereinzug in die Baselbieter Regierung vor einem Jahr zu verdanken hatte. Das Resultat hätte knapper kaum ausfallen können. Mit 905 Stimmen Vorsprung gelang dem FDP-Kandidaten Ballmer der Sieg.<sup>28</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 21.05.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Im Kanton Aargau fanden im März und April – ein halbes Jahr vor den Gesamterneuerungswahlen vom November – die Wahlen für die **Nachfolge von Regierungsrat Thomas Pfisterer (fdp)** statt, der den Sprung in den Ständerat im vergangenen Herbst geschafft hatte. Die **FDP** schickte den Vizedirektor der Nordostschweizerischen Kraftwerke, **Peter Beyeler** aus Baden, ins Rennen. Die in den Nationalratswahlen zur wählerstärksten Partei aufgestiegene SVP machte jedoch der FDP diesen Regierungssitz strittig. Als Sprengkandidaten stellte sie den Medienmanager und Quereinsteiger Christian Stärkle auf. Aber auch die SP, die seit zwei Jahren nicht mehr in der Regierung vertreten war, portierte mit der Grossrätin Barbara Roth eine Gegenkandidatin. Der Wahlkampf konzentrierte sich hauptsächlich auf die beiden bürgerlichen Kontrahenten. Im ersten Wahlgang wurde das absolute Mehr allerdings von keinem der Kandidierenden erreicht. Beyeler lag mit rund 40% der gültigen Stimmen in Führung. Überraschend traten Stärkle und Roth im zweiten Wahlgang nicht mehr an, stellten aber ihre Teilnahme an den Gesamterneuerungswahlen vom November in Aussicht. Dagegen verhinderte der parteilose Schauspieler, Chauffeur und Waffenhändler René Picard eine Stille Wahl. Erwartungsgemäss konnte er dem Freisinnigen Beyeler das Amt aber nicht strittig machen.<sup>29</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 22.07.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Der Präsident des nach dem Proporzsystem gewählten Tessiner Staatsrats, **Giuseppe Buffi (fdp), verstarb im Juli** während einer Ferienreise. Wenige Tage später gab Nationalrat **Gabriele Gendotti (fdp)** bekannt, dass er die Nachfolge Buffis in der Kantonsregierung antreten wolle. Gendotti belegte in den letztjährigen Wahlen hinter Buffi und Staatsrätin Masoni den dritten Rang auf der Liste der FDP und war deshalb erster Ersatzmann seiner Partei.<sup>30</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.11.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Die Wahl einer Nachfolge für den aus gesundheitlichen Gründen **zurückgetretenen Basler Regierungsrat Stefan Cornaz (fdp)** entwickelte sich zum Dreikampf mit ungewissem Ausgang. Der grösste Unsicherheitsfaktor war das Abschneiden der SVP, die sich in Basel von der einst bedeutungslosen Partei zur stärksten bürgerlichen Kraft bei den Nationalratswahlen im vergangenen Herbst emporgearbeitet hatte. Die SVP schickte den Nationalökonom und Quereinsteiger Marc Meyer ins Rennen. Die bürgerliche Entente aus FDP, Liberalen und CVP verteidigte den dritten bürgerlichen Sitz in der siebenköpfigen Regierung mit der Kandidatur von Grossrat und Anwalt **Carlo Conti (cvp)**. Die FDP verzichtete also zugunsten der CVP, die seit 1996 nicht mehr in der Regierung vertreten war, auf ihren zweiten Sitz. Weil die bürgerliche Wählerschaft sich zwischen Conti und Meyer zu entscheiden hatte, rechnete sich die Linke ebenfalls Chancen aus und nominierte Grossrätin und Soziologin Rita Schiavi von „Basels starker

Alternative“ (Basta). Innerhalb der Linken, insbesondere in den Reihen der SP genoss Schiavi aber keine einhellige Unterstützung. Keiner der Kandidierenden erreichte im ersten Wahlgang das absolute Mehr. Conti lag vor Schiavi; Meyer – bereits deutlich abgeschlagen – an dritter Position. Nach anfänglichem Zögern entschied sich die SVP, die Kandidatur Meyer für den zweiten Wahlgang zurückzuziehen. Diesem Entscheid vorangegangen waren Verhandlungen mit FDP, CVP und Liberalen über eine Wahlallianz bei den Gesamterneuerungswahlen im Herbst. Dank der auf diese Weise gewonnenen zusätzlichen Unterstützung konnte Conti seinen Vorsprung gegenüber Schiavi von 3600 Stimmen im ersten auf fast 13'000 Stimmen im zweiten Wahlgang ausbauen und siegte bei einer Wahlbeteiligung von 49,8%.<sup>31</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 29.04.2001  
MAGDALENA BERNATH

Die Landsgemeinde **bestätigte die bisherigen Mitglieder der Ständekommission** Hans Hörler, Carlo Schmid, Hans Sutter und Alfred Wild von der CVP und die Parteilosen Bruno Koster und Paul Wyser in ihren Ämtern. Für den aus Altersgründen zurücktretenden Landeshauptmann und Land- und Forstwirtschaftsdirektor Josef Inauen (cvp) wählte sie Lorenz Koller (cvp), der auch von der SVP unterstützt wurde.<sup>32</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 10.06.2001  
MAGDALENA BERNATH

Da Ständeräte im Kanton Bern nicht zugleich einen Regierungssitz einnehmen dürfen, musste Hans Lauri (svp), den die Bernerinnen und Berner als Nachfolger für den zum Bundesrat gewählten Samuel Schmid in die kleine Kammer delegiert hatten, sein Amt aufgeben. Seit 1938 teilen sich die drei wählerstärksten Parteien die Sitze in der Regierung auf und halten sich trotz Majorzwahl an einen **freiwilligen Proporz mit 3 SVP, 2 FDP und 2 SP**. Auch bei den Erneuerungswahlen **respektierten sie diese Zauberformel**. So stellten weder die SP noch die FDP eigene Kandidaten auf. Auch die kleinen Parteien EVP, EDU und SD verzichteten auf eine Kandidatur. Deshalb handelte es sich bei der Ersatzwahl um eine Formsache, in der praktisch die Delegierten der SVP-Sektionen bestimmten, wer neuer Regierungsrat wurde. Nominiert wurde der Gemeinderatspräsident von Fraubrunnen, Urs Gasche. Als einziger, chancenloser Gegenkandidat trat ihm der parteilose Berner Rechts- und Wirtschaftlehrer Thomas Brönnimann entgegen, der zuvor auch für den Ständerat kandidiert hatte. Im Juni wählten die Bernerinnen und Berner Urs Gasche (svp) mit 74,3% der Stimmen in den Regierungsrat. Auf Brönnimann entfielen überraschende 24,2% (47'878 Stimmen). Die Stimmbeteiligung betrug dank der gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmung immerhin 32,8%.<sup>33</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 03.10.2001  
MAGDALENA BERNATH

Beim **Amoklauf im Zuger Kantonsparlament** vom 27. September kamen neben elf Kantonsräten auch die Exekutivmitglieder Peter Bossard (fdp), Jean-Paul Flachsmann (svp) und Monika Hutter (sp) ums Leben. Da die Regierung in Zug im **Proporzverfahren** bestellt wird, waren **keine Ersatzwahlen** nötig. Joachim Eder (fdp), Brigitte Profos (sp) und Hans-Beat Uttinger (svp) hatten bei den letzten Wahlen auf ihren Listen die ersten Ersatzplätze erreicht und stellten sich als Nachfolger zur Verfügung.<sup>34</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 02.06.2002  
MAGDALENA BERNATH

In der Regierungersatzwahl vom Juni wurde **Lorenz Bösch (cvp)** mit 51,7% der Stimmen zum **Nachfolger von Finanzdirektor Franz Marty (cvp)**, der in der Mitte der Legislatur zurückgetreten war, gewählt. Bösch war zwölf Jahre lang Kantonsrat und präsidierte die CVP. Gegen ihn angetreten war Andreas Barraud von der SVP. Damit hält die CVP in der Schwyzer Regierung mit vier Sitzen weiterhin die Mehrheit. Da die Gemeinden beim Urnengang ungültige Wahlzettel nicht einheitlich beurteilt hatten, liess die Regierung diese überprüfen. Der Kantonsrat wies jedoch mehrere Wahlbeschwerden im September ab und bestätigte die Wahl von Bösch. Gegen diesen Beschluss führten einzelne Schwyzer Bürger erfolglos Beschwerde beim Bundesgericht.<sup>35</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 22.09.2002  
MAGDALENA BERNATH

Im Zusammenhang mit dem finanziellen Debakel der Mittelthurgaubahn **trat Regierungsrat Hermann Lei (fdp) im Sommer mit sofortiger Wirkung zurück**. Für seine Nachfolge nominierten die FDP-Delegierten den Anwalt und Fraktionschef der gemeinsamen FDP-SVP-Fraktion im Frauenfelder Gemeinderat, Kaspar Schläpfer. Im parteiinternen Auswahlverfahren unterlagen die ehemalige Ständeratskandidatin und Kantonsrätin Ursula Brasey und Staatsschreiber Rainer Gonzenbach. Darauf gab Brasey den Verzicht auf eine wilde Kandidatur und gleichzeitig ihren Rückzug aus der Politik

bekannt. Die Grünen, die Brasey unterstützt hätten, traten mit Kantonalpräsidentin Silvia Schwyter an. Kurz vor Ablauf der Meldefrist bewarb sich auch der Schweizer Demokrat Willy Schmidhauser für das Amt. Bei den Wahlen am 22. September erreichte **Kaspar Schläpfer (fdp)** zwar mit 38,5% am meisten Stimmen, verfehlte jedoch das absolute Mehr deutlich; Silvia Schwyter (gp) erreichte 35,0%, Willy Schmidhauser (sd) 26,4%. Aus dem zweiten Wahlgang vom 24. November ging der FDP-Kandidat siegreich hervor (45,3% der Stimmen); die Grüne erreichte mit 35,3% der Stimmen einen Achtungserfolg im bürgerlich dominierten Kanton. Fast ein Fünftel der Stimmen wurde leer eingelegt oder trug die Namen nicht kandidierender Dritter. Mit der Wahl Kaspar Schläpfers bleibt die Thurgauer Zauberformel 2 SVP, 1 CVP, 1 FDP, 1 SP bestehen; die Regierung ist weiterhin ein reines Männergremium.<sup>36</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 02.03.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Im März bestimmten die Genferinnen und Genfer den **Sozialdemokraten Charles Beer zum Nachfolger für Micheline Calmy-Rey (sp)**, die in den Bundesrat gewählt worden war. Der Gewerkschafter Beer, den die SP-Delegierten statt der ehemaligen Nationalratspräsidentin und Bundesratskandidatin Liliane Maury Pasquier nominiert hatten, erzielte 49,4% der Stimmen. Seine bürgerlichen Gegner François Longchamp (fdp) und André Reymond (svp) erhielten 41,8% resp. 8,8% der Stimmen. Damit gelang es den Freisinnigen – gemäss Zeitungskommentaren auch wegen der Kandidatur der SVP – nicht, in die Regierung zurückzukehren, in der sie seit 2001 nicht mehr vertreten sind.<sup>37</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.04.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Ende April bestimmte die Landsgemeinde den **Nachfolger von Gesundheitsdirektor Hans Hörler (cvp)**. Die Christlichdemokraten und der Gewerbeverband nominierten den Krankenkassenfachmann Werner Ebnetter (cvp). Das Frauenforum, die Gruppe für Innerrhoden, die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer sowie die Bauern, welche auf ihren zweiten traditionellen Sitz verzichteten, sprachen sich für die politische Quereinsteigerin Rosmarie Koller aus. Die SVP schickte ebenfalls einen Bewerber ins Rennen, zog ihn aber wieder zurück, als die Bauern Rosmarie Koller ihre Unterstützung zusagten. Erst beim zweiten Ausmehren entschied sich die Landsgemeinde für **Werner Ebnetter (cvp)** – damit ist keine Frau in der Appenzeller Regierung vertreten. Die übrigen Mitglieder der Ständekommission wurden bestätigt, Carlo Schmid (cvp) auch für eine weitere Amtsperiode als Ständerat.<sup>38</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.06.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Nach dem **Rücktritt von Volkswirtschaftsdirektor Thomas Wallner (cvp)** nominierten die Christlichdemokraten Kantonsrat Klaus Fischer. Mit Nationalrat Roberto Zanetti (sp) versuchten die Sozialdemokraten, ihren 1985 an die CVP verlorenen zweiten Sitz wieder zurück zu gewinnen. Die SVP portierte Kantonsrat Heinz Müller. Im ersten Wahlgang im März verfehlten alle drei Kandidaten das absolute Mehr klar. Das beste Resultat erzielte mit 37,6% der Stimmen Roberto Zanetti (sp), gefolgt von Klaus Fischer (cvp) und Heinz Müller (svp) mit 32,6% resp. 29,8%. Nachdem die FDP im ersten Wahlgang keine Wahlempfehlung abgegeben hatte, unterstützte sie im zweiten Wahlgang den historischen Gegner CVP. Ende Juni **obsiegte Roberto Zanetti (sp)** mit 41,8% der Stimmen vor dem Christlichdemokraten (37,2%) und dem Kandidaten der SVP (21,0%). Damit setzt sich die Solothurner Regierung wie bereits zwischen 1952 und 1985 wieder aus je zwei Vertretern der FDP und der SP sowie einem Vertreter der CVP zusammen.<sup>39</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.11.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Im August gab **Baudirektor Philippe Biéler (gp)** aus gesundheitlichen Gründen seinen **vorzeitigen Rücktritt** bekannt. Nachdem bekannte Waadtländer Grüne wie der Lausanner Stadtpräsident Daniel Brélaz und der in den Nationalrat gewählte Kantonsrat Luc Recordon eine Kandidatur abgelehnt hatten, nominierte die Delegiertenversammlung gegen den Willen der Parteileitung Kantonsrat und Unternehmer François Marthaler. Die Liberalen schickten Kantonsrat Jacques-André Haury ins Rennen, die PdA Josef Zisyadis. SVP und FDP verzichteten auf eine Kandidatur. Im ersten Wahlgang verfehlten alle das absolute Mehr. Obschon die Linke mit zwei Kandidaten angetreten war, distanzierte der Grüne Marthaler mit 42,3% der Stimmen seine Gegner Haury (30,6%) und Zisyadis (20,6%) deutlich. Angesichts des deutlichen Vorsprungs von Marthaler und um einen zweiten Wahlgang zu vermeiden, zogen der Liberale und der Vertreter der PdA ihre Kandidaturen zurück, desgleichen nach langem Überlegen der Kandidat der Bewegung „Le Défi Vaudois“, der 2,6% der Stimmen erhalten hatte. Buchstäblich in letzter Sekunde sprang jedoch ein

Gesinnungsgenosse für ihn ein, so dass die Waadt nicht um die Durchführung eines zweiten, rund eine halbe Mio Fr. teuren Wahlganges herumkam, wie die Presse festhielt. Ende November bestätigten die Waadtländerinnen und Waadtländer bei einer Stimmbeteiligung von 33,5% die parteipolitische Zusammensetzung der Regierung mit 2 FDP, 1 GP, 1 LP, 1 SP, 1 SVP. **François Marthaler (gp)** erzielte mit 105'851 Stimmen (87,3%) einen absoluten Rekord, denn bis anhin hatte noch nie ein Staatsratskandidat über 100'000 Stimmen erreicht.<sup>40</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 22.02.2004  
MAGDALENA BERNATH

Nach vierzehn Jahren Regierungstätigkeit erklärte **Erziehungsdirektor Rudolf Gisler (cvp) seinen Rücktritt**. Die CVP wollte ihren Sitz verteidigen, um sich im Hinblick auf die Gesamterneuerungswahlen 2006, bei denen die Exekutive von sieben auf fünf Mitglieder verkleinert werden soll, günstig zu positionieren. Sie nominierte ihren Fraktionschef im Landrat, Rolf Widmer. Gleichentags schickte die SVP ebenfalls ihren Fraktionschef, Martin Landolt, ins Rennen, um den vor zwei Jahren verlorenen Regierungssitz zurückzuerobern. Nur einen Tag später bestimmten die Grünen Landrat Martin Staub zu ihrem Kandidaten; dieser wurde auch von der SP unterstützt. Damit bewarben sich für den frei gewordenen Sitz drei nach Einschätzung aller Beobachter fähige Personen. Anfang Februar erreichte keiner der Bewerber das absolute Mehr. Der CVP-Vertreter Rolf Widmer lag mit 3718 Stimmen nur knapp vor Martin Landolt (svp) mit 3606, Martin Staub (gp) erreichte 2774. Im zweiten Wahlgang von Ende Februar, zu dem Staub nicht mehr angetreten war, konnte sich **Rolf Widmer (cvp)** mit 420 Stimmen Vorsprung auf Martin Landolt durchsetzen und damit **den Sitz der CVP verteidigen**. Somit bleibt die parteipolitische Verteilung in der Glarner Regierung mit 3 FDP, 2 SP, 1 CVP und 1 SVP bestehen.<sup>41</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 04.04.2004  
MAGDALENA BERNATH

In der Hälfte der Legislatur **trat Volkswirtschaftsdirektorin Maria Kuchler (cvp) zurück**. FDP, SVP und SP verzichteten auf eine eigene Kandidatur und damit auf eine Kraftprobe mit der CVP, nachdem diese eine Auswahl mit zwei Kandidaten präsentiert hatte: Der ehemalige Gemeindepräsident von Alpnach, **Niklaus Bleiker**, genoss die Unterstützung von FDP, SVP und dem Gewerbeverband, während sich die SP, die CSP und die Frauenorganisationen für Kantonsrätin Susanne Gasser stark machten. Bei der Ersatzwahl Ende September obsiegte Niklaus Bleiker.<sup>42</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 25.04.2004  
MAGDALENA BERNATH

Nach 14 Amtsjahren **trat Alfred Wild (cvp) als Landesfährnrich (Justiz-, Polizei- und Militärdirektor) zurück**. Für Appenzell Innerrhoder Verhältnisse sehr früh portierten das Frauenforum, die Gruppe für Innerrhoden und die Arbeitnehmer Grossrätin Katja Gmünder (cvp). Das Gewerbe und die SVP unterstützten Bezirkshauptmann **Melchior Looser (cvp)**. Die Bauern beschlossen Stimmfreigabe, die CVP entschied sich mit lediglich einer Stimme Mehrheit für Looser. Ende April brauchte die Landsgemeinde drei Anläufe zur Wahl des neuen Mitglieds der Standeskommission: Nachdem zweimaliges Mehren kein eindeutiges Resultat erbracht hatte, ordnete Landammann Carlo Schmid die Auszählung durch Verlassen des Ringes an – ein an der Innerrhoder Landsgemeinde letztmals vor 40 Jahren angewandtes Vorgehen. Auf Melchior Looser (cvp) entfielen 1856 Stimmen, Katja Gmünder (cvp) kam auf 1308. Damit zogen die Appenzeller zum dritten Mal innert vier Jahren einen Kandidaten einer portierten Frau vor, so dass Ruth Metzler weiterhin die einzige Frau bleibt, die in Innerrhoden ein Regierungsamt ausgeübt hat.<sup>43</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 16.05.2004  
MAGDALENA BERNATH

Im Frühling bestimmten Freiburgerinnen und Freiburger **Beat Vonlanthen (cvp)**, Grossrat und Vizedirektor des Staatssekretariats für Wissenschaft und Forschung, zum **Nachfolger für den in den Ständerat gewählten Urs Schwaller (cvp)**. Im ersten Wahlgang von Mitte Mai erzielte Vonlanthen 46,3% der Stimmen, auf die Kandidatin der SVP, Katharina Thalman, Gemeinderätin von Murten und Mitglied des Verfassungsrates, entfielen 27,5% und auf den Christlichsozialen Marius Achermann, Vorsteher des kantonalen Amtes für Landschafts- und Umweltschutz, 26,2%. Katharina Thalman (svp) war auch von Teilen der FDP unterstützt worden, unter anderem weil sich der CVP-Kandidat Vonlanthen gegen das Steuerpaket ausgesprochen hatte und weil die Christlichdemokraten den Freisinnigen im vergangenen Jahr in den Ständeratswahlen die Unterstützung versagt hatten. Die SVP verzichtete auf einen zweiten Wahlgang, da sie davon ausging, dass ihre Kandidatin ihr Stimmenpotential ausgeschöpft hatte und die Stimmen des Christlichsozialen in einem zweiten Wahlgang mehrheitlich dem CVP-

Kandidaten zugute kämen. So wurde Beat Vonlanthen (cvp) in stiller Wahl gewählt und die Zusammensetzung der Freiburger Regierung mit 3 CVP, 2 SP, 1 FDP und 1 Unabhängigen bestätigt.<sup>44</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.09.2004  
MAGDALENA BERNATH

Mitte Mai gab Regierungsrat **Klaus Huber (svp) seinen Rücktritt** auf Ende Jahr bekannt. Mit Mario Cavigelli, Anwalt aus Domat/Ems und Fraktionschef der CVP im Grossen Rat, versuchten die Christlichdemokraten, ihren vor sechs Jahren verlorenen zweiten Regierungssitz zurückzugewinnen. Die **SVP nominierte** den Wirtschafts- und Tourismuskreisen nahe stehenden Grossrat **Hansjörg Trachsel** aus Celerina, welcher sich klar gegen Nationalrat und Biobauer Hansjörg Hassler, der lange als Kronfavorit gegolten hatte, durchsetzte. Trotz aufwendigem Wahlkampf gelang es dem CVP-Vertreter in der Ersatzwahl von Ende September nicht, Hansjörg Trachsel von der SVP in Bedrängnis zu bringen. Cavigelli konnte zwar mit dem Oberland und Italienischbünden die traditionellen CVP-Hochburgen für sich gewinnen, brachte aber in Nordbünden keine Mehrheit hinter sich. Bei einer Stimmbeteiligung, die deutlich unter jener der eidgenössischen Vorlagen lag, bestätigten die Bündnerinnen und Bündner die aktuelle Zusammensetzung ihrer Regierung mit 2 SVP, 1 CVP, 1 FDP und 1 SVP.<sup>45</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 24.10.2004  
MAGDALENA BERNATH

Bereits nach zwei Jahren trat **Staatsrat Pierre Chiffelle (sp)** aus gesundheitlichen Gründen **zurück**. Die SP portierte Nationalrat und Gewerkschafter Pierre-Yves Maillard, die SVP das frühere FDP-Mitglied Martin Chevallaz, Sohn des ehemaligen Bundesrates Georges-André Chevallaz. Chevallaz wurde auch von der FDP und den Liberalen unterstützt, nicht jedoch von der CVP. Ende Oktober wählten die Waadtländerinnen und Waadtländer **Pierre-Yves Maillard (sp)** mit 63% der Stimmen zum Staatsrat, Chevallaz erzielte 30%, auf vier Aussenseiter entfielen die restlichen Stimmen. Damit bleibt die aktuelle Regierungszusammensetzung mit 2 FDP, 2 SP, 1 GP, 1 LP und 1 SVP bestehen.<sup>46</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.02.2005  
MAGDALENA BERNATH

Bei einer Stimmbeteiligung von 39,3% bestimmten die Nidwaldner Wahlberechtigten den Gemeindegemeinderat von **Dallenwil, Hugo Kayser (cvp)**, zum neuen Regierungsrat und **Nachfolger für den verstorbenen Baudirektor Beat Tschümperlin (cvp)**. Der zur Mitte der CVP Gezählte erreichte 68,7% der Stimmen. Der zum rechten Parteiflügel gehörende Metzgermeister Walter Gabriel aus Wolfenschiessen, der mit der Unterstützung von FDP, SVP und Gewerbe angetreten war, musste sich mit lediglich 28,1% der Stimmen zufriedengeben. Chancenlos blieb der Aussenseiterkandidat der Schweizer Demokraten. Die Nidwaldner Regierung setzt sich weiterhin aus je drei Mitgliedern der CVP und der FDP und einem Vertreter des zur GP Schweiz gehörenden Demokratischen Nidwalden zusammen.<sup>47</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.02.2005  
MAGDALENA BERNATH

In der **Ersatzwahl für den in den Ständerat delegierten Hans Altherr (fdp)** setzte sich die **freisinnige Kantonsrätin Marianne Koller** mit 58% der Stimmen gegen die Kandidatin der SP, Gabriele Barbey, durch. Den Sozialdemokraten gelang es damit nicht, ihren vor zwei Jahren an die SVP verlorenen Sitz zurück zu gewinnen, so dass sich die Regierung weiterhin aus fünf FDP- und zwei SVP-Vertretern zusammensetzt. Die SVP hatte Stimmfreigabe beschlossen, doch die meisten Ortssektionen hatten die Freisinnige zur Wahl empfohlen. Die Stimmbeteiligung betrug 36,5%.<sup>48</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.02.2005  
MAGDALENA BERNATH

Die **SVP zog mit Daniel Bühlmann erstmals in die Luzerner Kantonsregierung ein**. Der als gemässigt geltende Emmener Gemeinderat, der auch von der FDP unterstützt worden war, setzte sich mit 53,9% der Stimmen gegen den Kandidaten des Grünen Bündnisses, Louis Schelbert, durch. Auf den von einem überparteilichen Komitee portierten Schelbert entfielen 42% der Stimmen; in der Stadt Luzern, in den Agglomerationsgemeinden Kriens und Adligenswil sowie in der Stadt Sursee erzielte er mehr Stimmen als sein Kontrahent. Dieser gewann in den übrigen Agglomerationen mit einem geringen Vorsprung und auf dem Land deutlich. Nötig geworden war die Ersatzwahl nach dem Rücktritt von Finanzdirektor Kurt Meyer (cvp), wobei die Christlichdemokraten aufgrund ihrer Parteistärke von 36% im Parlament freiwillig auf ihren dritten Sitz und damit auf die absolute Mehrheit in der Regierung verzichtet hatten. Die Stimmbeteiligung betrug 37,9%. Die Luzerner Kantonsregierung besteht nun aus 2 CVP, 1 FDP, 1 SP und 1 SVP.<sup>49</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 10.04.2005  
MAGDALENA BERNATH

Ende September 2004 **erklärte Finanzdirektor Christian Huber (svp) überraschend seinen Rücktritt**. Weil er als Regierungsrat verschiedentlich Positionen habe vertreten müssen, die von der Haltung seiner Partei abwichen, sei er bei Mitgliedern der Parteileitung nicht nur auf kantonaler, sondern auch auf eidgenössischer Ebene auf Unverständnis gestossen und persönlich diffamiert worden. Noch bevor die SVP Nationalrat Toni Bortoluzzi als Kandidaten für die Nachfolge nominierte, schickte die CVP den Winterthurer Stadtrat (Exekutive) Hans Hollenstein ins Rennen, dem es 2003 nur knapp nicht gelungen war, den Sitz des damals zurückgetretenen Ernst Buschor (cvp) zu verteidigen. Als dritte Kandidatin bewarb sich die Parteipräsidentin der Grünen Schweiz, Ruth Genner, um das Amt. Während sich die FDP nach einigem Zögern für den Kandidaten der SVP aussprach, unterstützten SP, EVP und die von den Grünen abgesplitterten Grün-Liberalen Zürich (GLiZ) den Christlichdemokraten; damit anerkannten sie den Anspruch der Bürgerlichen auf den Regierungssitz, wollten der SVP aber für ihre Oppositionspolitik im Kantonsrat einen Denkkzettel verpassen.

Im ersten Wahlgang von Ende Februar erreichte niemand das absolute Mehr. Bei einer Wahlbeteiligung von 33,6% konnte Hans Hollenstein (cvp) am meisten Stimmen auf sich vereinen (45%; der Wähleranteil der CVP beträgt 6,5%); er liess damit den Vertreter der stärksten Partei im Kanton (Wähleranteil: 30,3%), Toni Bortoluzzi (svp), hinter sich – dies sogar in dessen eigenem Bezirk Affoltern – Bortoluzzi erreichte 38% der Stimmen. Ruth Genner (gp) erhielt 14% der Stimmen und trat für den zweiten Wahlgang nicht mehr an. Aufgrund seines enttäuschenden Resultats gab auch Bortoluzzi seinen Verzicht bekannt. Für die Stichwahl nominierte die SVP den Klotener Stadtpräsidenten Bruno Heinzelmänn. Im April wählten Zürcherinnen und Zürcher bei einer Stimmbeteiligung von 35,7% **Hans Hollenstein (cvp)** zum Nachfolger von Christian Huber (svp). Hollenstein, den nun auch die Grünen unterstützt hatten, erzielte fast doppelt so viele Stimmen (65%) wie Heinzelmänn (34%), der trotz höherer Wahlbeteiligung weniger Stimmen erhielt als Bortoluzzi im ersten Gang. Damit gelang es der CVP, den 2003 verlorenen Sitz wieder zurückzuerobern, während die SVP nur noch mit einem Mitglied in der Zürcher Regierung vertreten ist; diese besteht nun aus 2 FDP, 2 SP, 1 CVP, 1 GLiZ und 1 SVP.<sup>50</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 12.02.2006  
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Nachdem Finanzdirektor **Roland Eberle (svp)** seinen **Rücktritt** auf Ende Mai angekündigt hatte, wurden im Februar 2006 die fälligen Ersatzwahlen zum Thurgauer Regierungsrat abgehalten. Die Kandidatur von **Jakob Stark (svp)** wurde nicht nur von wirtschaftlichen Verbänden sondern auch von den meisten Parteien, darunter selbst die SP, unterstützt. Seine einzige Konkurrentin um den frei werdenden Sitz war die parteilose Gabi Coray; diese fand aufgrund ihrer fehlenden politischen Erfahrung nicht einmal bei Frauenverbänden Rückhalt. Keine Überraschung war daher der Wahlausgang mit 23'948 Stimmen zugunsten von Jakob Stark gegenüber lediglich 7066 für Gabi Coray, ebenso wenig wie die geringe Beteiligung von 25%. Die SVP blieb damit mit ihren 2 Sitzen die stärkste Partei in der Thurgauer Regierung (2 SVP, 1 CVP, 1 FDP, 1 SP).<sup>51</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 09.04.2006  
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Nach dem **Rücktritt** von **Sicherheitsdirektor Jörg Schild (fdp)** aus dem Basler Regierungsrat schlugen die Freisinnigen Saskia Frei als Nachfolgerin für ihren einzigen Sitz in der kantonalen Regierung vor. Mit dieser Kandidatin stiess die FDP von Beginn an auf Widerstände, die sich zunächst auf die ausdrückliche Positionierung Freis am rechten Flügel der Partei bezogen. Mit ihren Standpunkten zur Sozial- und Verkehrspolitik begab sich Frei auf deutliche Distanz zum mehrheitlich rot-grünen Regierungsrat (3 SP, 1 CVP, 1 FDP, 1 GP, 1 LP). Demgegenüber bezog ihre Konkurrentin Agatha Wirth von der parteiungebundenen Liste gegen Armut und Ausgrenzung dezidiert für sozial Schwache Position. Die eigentlichen Schwierigkeiten für die freisinnige Kandidatin entstanden jedoch aus der Tätigkeit ihres Mannes als Verwaltungsrat zweier Nachtlokale. Verschiedene Parteien und Verbände monierten die Gefahr von Interessenkonflikten zwischen diesen Aktivitäten und dem von seiner Frau angestrebten Amt einer kantonalen Sicherheitsdirektorin. Die Sozialdemokraten enthielten sich aus diesem Grund einer Wahlempfehlung, die Grünen forderten die Wähler zum Einlegen leerer Wahlzettel auf. Die CVP und SVP unterstützten hingegen die freisinnige Kandidatin, die im ersten Wahlgang bei einer Beteiligung von 41,2% nur 18'568 Stimmen erreichte und damit das absolute Mehr deutlich verfehlte. Rund 11'500 Wählerinnen und Wähler gaben ihre Wahlzettel leer ab, während Agatha Wirth beachtliche 13'387 Stimmen für sich gewinnen konnte. Daraufhin zog Saskia Frei ihre Kandidatur zurück. Der **nachnominierte Kandidat der Freisinnigen, Hanspeter Gass**, hatte im zweiten Wahlgang keine Probleme, sich mit 22'920 Stimmen gegen Agatha

Wirth (9076) sowie eine Kandidatin der Schweizerischen Bürgerpartei (sbp) und einen Kandidaten der rechtsextremen Volksaktion durchzusetzen. Die Stimmbeteiligung lag noch bei 37,8%. Somit blieb es bei der bisherigen Regierungszusammensetzung.<sup>52</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 09.04.2006  
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Der **Rücktritt** der **Freisinnigen Alice Scherrer** von ihrem Amt als Gesundheitsdirektorin eröffnete der **SP** die Gelegenheit, einen Sitz im 7-köpfigen Ausserrhoder Regierungsrat zu erobern und die absolute bürgerliche Dominanz in der Regierung durch FDP (5) und SVP (2) aufzubrechen. Mit diesem Ziel präsentierten sie ihren Kandidaten **Matthias Weishaupt**, der als Gegengewicht zur übermächtigen FDP sogar bei der SVP gewissen Zuspruch fand. Die SVP, selbst ohne Kandidaten, empfahl jedoch letztlich die Parteilose Edith Heuscher-Beeler, die ausserdem auf die Wahlempfehlung der CVP und einen starken Rückhalt bei den 19 unabhängigen Abgeordneten im Ausserrhoder Parlament zählen konnte. Der Freisinnige Peter Langenauer wurde von den Grünen und der EVP zur Wahl empfohlen und genoss auch die Unterstützung des kantonalen Gewerbeverbandes. Die Dominanz der FDP machte die Konkordanz der Regierung zum Thema in einem Wahlkampf, der von dem Bemühen der Kandidaten um eine persönliche und parteiunabhängige Selbstdarstellung geprägt war. Im ersten Wahlgang konnte sich Matthias Weishaupt mit 5225 Stimmen bereits deutlich von seinen Konkurrenten Langenauer (3586) und Heuscher-Beeler (3354) absetzen, ohne jedoch das absolute Mehr zu erreichen. Für den zweiten Wahlgang zog Peter Langenauer (fdp) seine Kandidatur zurück. Im April entschieden sich die Wählerinnen und Wähler klar für Matthias Weishaupt (7571) vor Edith Heuscher-Beeler (5179). Die SP gewann damit ihren 2003 verlorenen Sitz im Ausserrhoder Regierungsrat zurück.<sup>53</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 09.07.2006  
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Anfang Mai **trat FDP-Regierungsrätin Dorothee Fierz** nach starken Spannungen innerhalb der Kantonsregierung und dem Vorwurf der Amtsgeheimnisverletzung von ihrem Amt als Baudirektorin **zurück**. Aus der Vielzahl möglicher Kandidatinnen und Kandidaten verschiedener Parteien kristallisierten sich schliesslich Nationalrätin Ruth Genner (gp) und **Ursula Gut (fdp)** heraus. Während Ruth Genner von Beginn an als Kandidatin der Grünen feststand, taten sich die bürgerlichen Parteien mit der Auswahl lange schwer. Die SVP, deren Verhältnis zur FDP auch durch die Auseinandersetzungen rund um Dorothee Fierz getrübt war, brachte einige Kandidaten ins Spiel, bis sie sich ebenso wie die EDU zur Unterstützung der Freisinnigen Ursula Gut entschloss. EVP, CVP und die Grün-Liberalen Zürich (GliZ) entschieden sich zur Stimmfreigabe, die SP stellte sich hinter Ruth Genner. Ursula Gut und Ruth Genner führten einen sachbetonten Wahlkampf mit thematischen Schwerpunkten bei der kantonalen Finanzlage, der Flughafenerweiterung, dem Planungs- und Baugesetz und dem Ausländerstimmrecht. Dabei stellten sie ihre unterschiedlichen Positionen klar heraus und die Zürcherinnen und Zürcher vor eine Richtungswahl, die zugleich über das Fortbestehen der bürgerlichen Mehrheit im Regierungsrat (2 SP, 1 GliZ, 1 CVP, 2 FDP, 1 SVP) entschied. Bei einer Wahlbeteiligung von lediglich 28% fiel die Entscheidung deutlich aus: 56,6% stimmten für Ursula Gut und 42,1% für Ruth Genner. Damit konnte die FDP ihren frei gewordenen Sitz im Zürcher Regierungsrat verteidigen.<sup>54</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.04.2007  
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt von Paul Wyser (parteilos)** wurde in Appenzell Innerrhoden die Position des Säckelmeisters (Finanzdirektors) neu besetzt. Die Ausmarchung fand zwischen dem Hotelier Leo Sutter und dem Präsidenten der Appenzeller Tourismusorganisation, Sepp Moser, statt. Am Landsgemeindegottesdienst im April **setzte sich Moser (cvp) gegen Sutter schon beim ersten Mehren durch**. Die übrigen Mitglieder der Ständekommission, Bruno Koster (parteilos, Regierender Landammann, Volkswirtschaftsdepartement), Carlo Schmid (cvp, Stillstehender Landammann, Erziehungsdepartement), Stefan Sutter (cvp, Umwelt- und Baudepartement), Werner Ebnetter (cvp, Gesundheits- und Sozialdepartement), Melchior Looser (cvp, Justiz-, Polizei- und Militärdepartement) und Lorenz Koller (cvp, Land- und Forstwirtschaftsdepartement) wurden diskussionslos bestätigt.<sup>55</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 02.09.2007  
SABINE HOHL

Bei den Ersatzwahlen für den freigewordenen Sitz des **zurückgetretenen Hans-Peter Lenherr (fdp)** traten Reto Dubach (fdp) und als Herausforderer Kantonsratspräsident Matthias Freivogel (sp) an. Die SP hatte ihren zweiten Sitz in der Regierung im Jahr 2000 verloren und wollte diesen zurückerobern. Freivogel (sp) trat als klarer Gegner neuer Atomkraftwerke und eines Atommülllagers in Benken (ZH) auf und präsentierte sich als frische Kraft für den Kanton. Dubach (fdp) war vor der Kandidatur für den Regierungsrat bereits als Staatsschreiber in der Kantonsverwaltung tätig gewesen. SVP und EDU empfahlen Dubach (fdp) zur Wahl, die JSVP mochte dagegen keinen der beiden Kandidaten unterstützen, da sie sich einen jüngeren Regierungsrat mit guten Kontakten zur Privatwirtschaft wünschte. Bei der Wahl im September **war Reto Dubach (fdp) erfolgreich**. Er wurde mit ungefähr 2000 Stimmen Vorsprung auf Matthias Freivogel (sp) gewählt. Die Zusammensetzung der fünfköpfigen Regierung (2 SVP, 2 FDP, 1 SP) blieb damit gleich. Eine geringe Stimmbeteiligung und eine hohe Anzahl an Leerstimmen liessen auf Unzufriedenheit über beide Kandidaten bei einem Teil der Bevölkerung schliessen.<sup>56</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 24.02.2008  
SABINE HOHL

Bei der Ersatzwahl für den nach der **Wahl von Pankraz Freitag (fdp) in den Ständerat** frei gewordenen Sitz in der Regierung traten fünf Kandidaten an: Andrea Bettiga (fdp), Werner Hösl (svp), Fritz Landolt (csp), Heinz Hürzeler (edu) und Fernando Reust (parteilos). Die zwei Sitze in der Regierung besetzende FDP wurde also von einem Kandidaten der SVP (der knapp wählerstärksten Partei) herausgefordert. Die SVP hatte bisher einen Vertreter in der fünfköpfigen Regierung (Robert Marti, der allerdings später im Jahr zur neu gegründeten BDP wechselte). Im ersten Wahlgang erreichte keiner der Kandidaten das absolute Mehr. Am meisten Stimmen holte der SVP-Kandidat Werner Hösl, der um 170 Stimmen vor Bettiga (fdp) lag. An dritter Stelle platzierte sich Landolt (csp). Chancenlos waren Hürzeler (edu) und Reust (parteilos). Landolt (csp) und Hürzeler (edu) traten im zweiten Wahlgang nicht mehr an. In diesem konnte sich **Bettiga (fdp)** vor Hösl (svp) schieben. Er gewann die Wahl mit einem Abstand von 362 Stimmen. Die Wahlbeteiligung stieg auf 43,6% an (1. Wahlgang: 36,7%).<sup>57</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 24.02.2008  
SABINE HOHL

Die nach der **Wahl von Werner Luginbühl (svp) in den Ständerat** nötig gewordene Ersatzwahl wurde bereits im Nominationsprozess der SVP entschieden, da keine andere Partei den Anspruch der SVP auf den frei werdenden Sitz in Frage stellte. Das Rennen um die Nominierung war allerdings spannend und lange offen: Die SVP Berner Oberland stellte nicht die Favoritin Ursula Haller aus Thun auf, sondern Christian Rubin und Anita Luginbühl. Haller, durch diese Entscheidung brüskiert, verzichtete in der Folge auf eine Kandidatur. Die SVP Oberaargau nominierte Therese Rufer und Werner Salzmann. Weitere Kandidaten waren Lorenz Hess (Region Mittelland) und Samuel Leuenberger (Emmental). Kurz vor der Nominationsversammlung gab der **ehemalige Parteisekretär der kantonalen SVP, Christoph Neuhaus** (Belp), seine Kandidatur bekannt. Er äusserte sich, dass er Haller unterstützt hätte und nicht gegen sie angetreten wäre. An der Nominationsversammlung setzte sich Neuhaus im fünften Wahlgang gegen Leuenberger durch. Er blieb der einzige Kandidat für die Nachfolge von Werner Luginbühl. Trotzdem war im Kanton Bern gemäss der geltenden Gesetzgebung keine stille Wahl möglich. Da gleichzeitig seit 2005 nur angemeldete Kandidierende gültig gewählt werden können, ergab sich die Situation, dass Neuhaus bereits gewählt gewesen wäre, wenn er eine einzige gültige Stimme erhalten hätte. Der Burgdorfer Anwalt Daniel Kettiger reichte deshalb Wahlbeschwerde ein. Seiner Ansicht nach war die verfassungsrechtliche Garantie auf freie Willensbildung und unverfälschte Stimmabgabe verletzt. Der Regierungsrat wies die Beschwerde ab und die Wahl konnte stattfinden. Neuhaus erhielt bei einer tiefen Stimmbeteiligung von 24,3% 103 141 Stimmen. Fast 29% der Stimmzettel waren leer und 11,5% ungültig. Kettiger und der Berner Fürsprecher Rudolf Hausherr zogen Beschwerden gegen die Wahl bis vor das Bundesgericht weiter. Dieses lehnte die Beschwerden ab. Es begründete dies damit, dass die Möglichkeit, eine leere oder ungültige Stimme einzulegen, dem Recht auf freie Willensäusserung genüge.<sup>58</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.03.2008  
SABINE HOHL

Die Ausgangslage für die nach der **Wahl von Eveline Widmer-Schlumpf (svp) in den Bundesrat** nötig gewordene Ersatzwahl im Kanton Graubünden war klar. **Barbara Janom Steiner, Präsidentin der kantonalen SVP**, trat an. Es gab keine weiteren Kandidaturen innerhalb der SVP und die anderen Parteien verzichteten darauf, die SVP herauszufordern. Der einzige Gegenkandidat zu Janom Steiner war Willy Tochtermann (parteilos). SP und Grüne riefen dazu auf, leere Stimmzettel einzuwerfen. Eine besondere Situation ergab sich dadurch, dass Widmer-Schlumpf nach ihrer Wahl in den

Bundesrat anstelle von Christoph Blocher von der nationalen SVP zum Parteiaustritt aufgefordert worden war. Die Bündner SVP wurde unter Druck gesetzt, Widmer-Schlumpf andernfalls aus der Partei auszuschliessen. Aus diesem Konflikt entstand später die neue BDP, der neben Widmer-Schlumpf auch Janom Steiner beitreten sollte. Bei einer Wahlbeteiligung von nur 15,7% wurde Janom Steiner gewählt. Sie erhielt 12'947 Stimmen. 5751 Stimmzettel waren leer, 1634 Stimmen gingen an Vereinzelte (darunter Tochtermann, der nicht separat aufgeführt wurde).<sup>59</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 13.04.2008  
SABINE HOHL

Im Kanton Nidwalden war der frei gewordene Sitz des **in den Ständerat gewählten Paul Niederberger (cvp)** neu zu besetzen. Die CVP nominierte Heinz Keller für die Wahl. Konkurrenz erwuchs ihm durch Ueli Amstad (svp). Die SVP machte mit Blick auf ihre 10-köpfige Vertretung im Landrat (von insgesamt 60 Sitzen) Anspruch auf einen Sitz in der Regierung geltend, die bisher aus 3 CVP, 3 FDP und 1 GP bestand. Trotzdem galt Keller (cvp) als Favorit für die Wahl. Im ersten Wahlgang holte jedoch Amstad (svp) 562 Stimmen mehr als Keller (cvp). Er verpasste das absolute Mehr nur sehr knapp. Nach dem Misserfolg im ersten Wahlgang trat die CVP im zweiten Wahlgang mit einem neuen Kandidaten an: Martin Ambauen, Landwirt und Präsident des Zentralschweizerischen Bauernverbandes. Dieser Kandidat sollte die ländliche Bevölkerung ansprechen. Beim zweiten Wahlgang konnte sich dennoch der **SVP-Kandidat Amstad** deutlich durchsetzen. Er lag in allen Gemeinden vor Ambauen und erhielt fast 3000 Stimmen mehr als dieser. Die Wahlbeteiligung war im zweiten Wahlgang auf 53,8% angestiegen. Offenbar wurde der Anspruch der SVP auf Regierungsvertretung von der Bevölkerung anerkannt. Die SVP konnte erstmals in die Nidwaldner Regierung einziehen, während die CVP einen ihrer drei Sitze verlor.<sup>60</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.04.2008  
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt** von **Bruno Koster** war in Appenzell Innerrhoden das Amt eines Landammanns (und Volkswirtschaftsdirektors) neu zu besetzen. Wie in Innerrhoden üblich, sondierten die verschiedenen Interessengruppen geeignete Kandidaten. Der kantonale Gewerbeverband präsentierte vier mögliche Kandidaten: Daniel Fässler, Bruno Ulmann, Urs Koch und Ruedi Eberle, von denen schliesslich Daniel Fässler (cvp) offiziell nominiert wurde. Auf eine gewisse Verärgerung stiess die späte Ankündigung des amtierenden Säckelmeisters Sepp Moser, am Amt des Landammanns interessiert zu sein. Die Wahl einer bereits in der Ständekommission vertretenen Person hätte dazu geführt, dass plötzlich eine Kandidatin oder ein Kandidat für ein anderes Departement – in Mosers Fall das Finanzdepartement – benötigt worden wäre. Moser wurde von der „Gruppe für Innerrhoden“ unterstützt. Die SVP favorisierte das SVP-Mitglied Ruedi Eberle. Die Handels- und Industriekammer unterstützte Bruno Ulmann. Daniel Fässler erhielt neben der Unterstützung des Gewerbeverbands auch diejenige des Bäuerinnen- und des Bauernverbands, der CVP, des Frauenforums und der Arbeitnehmervereinigung. Am 27. April wählte die Landsgemeinde **Daniel Fässler (cvp)** zum neuen Stillstehenden Landammann. Er setzte sich in der Stichwahl deutlich gegen Bruno Ulmann (parteilos) durch. Die anderen Mitglieder der Ständekommission wurden im Amt bestätigt.<sup>61</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 19.04.2009  
SABINE HOHL

Im Kanton Obwalden kam es zu der aussergewöhnlichen Situation, dass **innerhalb eines Jahres zwei Ersatzwahlen** stattfanden – und dies, obwohl 2010 die Gesamterneuerungswahlen der Regierung anstehen. Zunächst war zu Beginn des Jahres der durch den Rücktritt von Hans Hofer (csp) frei gewordene Sitz zu besetzen. Für die CSP kandidierte Franz Enderli. Ein überparteiliches Komitee portierte Martha Bächler (cvp), „Frau Talamann“ (Gemeindepräsidentin) von Engelberg. Die CVP unterstützte Bächler nicht offiziell, weil sie bereits zwei Sitze in der Regierung hielt und nicht auf einen dritten Sitz Anspruch erheben wollte. Die nicht in der Regierung vertretene SP nominierte Bernadette Halter Zeier. Die SVP unterstützte Bächler (cvp) und die FDP beschloss Stimmfreigabe. Der Ausgang der Wahl erschien offen. Die CSP war bisher mit zwei von fünf Sitzen übervertreten, weshalb den anderen Kandidaturen Chancen eingeräumt wurden. Im ersten Wahlgang erreichte niemand das absolute Mehr. Martha Bächler (cvp) lag mit 4439 Stimmen an erster Stelle, 451 Stimmen vor Enderli (csp). Die SP-Kandidatin Halter erreichte nur 2504 Stimmen und zog sich zurück. Die SP kündigte an, nun Enderlis Kandidatur zu unterstützen. Im zweiten Wahlgang wurde **Enderli (csp)** mit 6100 Stimmen **gewählt**. Bächler (cvp) erhielt 4825 Stimmen. Die Sitzverteilung (2 CVP, 2 CSP, 1 FDP) blieb somit unverändert.<sup>62</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.09.2009  
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt von Markus Dürr (cvp)** war im Kanton Luzern ein Sitz im Regierungsrat neu zu besetzen. Die CVP nominierte Guido Graf. Dieser erhielt die Unterstützung der FDP. Auch die SVP sicherte der CVP für die Ersatzwahl ihre Unterstützung zu. Sie forderte allerdings, dass die CVP umgekehrt die SVP bei den nächsten Gesamterneuerungswahlen unterstützen solle. Die SVP strebt an, 2011 einen Sitz in der Regierung zu erringen, in der zurzeit die CVP mit zwei Sitzen am stärksten vertreten ist. FDP und SP halten je einen Sitz, zudem sitzt mit Marcel Schwerzmann ein Parteiloser in der Regierung. Dieser hatte den SVP-Regierungsrat Daniel Bühlmann bei den Wahlen 2007 verdrängt. Graf (cvp) erhielt bei der Ersatzwahl einzig von den Grünen Konkurrenz. Diese nominierten Katharina Hubacher, die auch von der SP zur Wahl empfohlen wurde. Bei der Wahl konnte sich **Graf (cvp)** mit 74% der Stimmen deutlich durchsetzen.<sup>63</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.11.2009  
SABINE HOHL

Im Kanton Zürich fand eine Ersatzwahl für den Sitz der **zurückgetretenen Rita Fuhrer (svp)** statt. Es kam zu einer spannenden Nominationsphase. Angesichts der Sitzverteilung 2 SP, 2 FDP, 2 SVP, 1 CVP waren neben einer SVP-Kandidatur vor allem Kandidaturen der Grünen und der Grünliberalen naheliegend. Jedoch war klar, dass nur eine dieser Parteien antreten konnte, wenn eine Chance zum Wahlsieg bestehen sollte. Bei den Grünliberalen zeigte Martin Bäumle Interesse an einer Kandidatur. Die Grünen diskutierten die Möglichkeit, Bäumle unter der Bedingung zu unterstützen, dass dieser im Falle einer Niederlage in der Ersatzwahl bei den Gesamterneuerungswahlen 2011 nicht mehr antreten und damit eine grüne Kandidatur 2011 nicht konkurrenzieren würde. Sie beschlossen letztlich, nicht anzutreten, Bäumle (glp) aber auch nicht offiziell zu unterstützen. Die SP hatte von den Grünen eine Kandidatur gefordert. Nach dem Verzicht der Grünen sprachen sich die SP-Delegierten für eine eigene Kandidatur aus, obwohl die Sozialdemokraten bereits ihrem Wähleranteil entsprechend in der Regierung vertreten waren. Als Reaktion darauf zog sich Martin Bäumle (glp) aus dem Rennen zurück. So kam es zu einem Zweikampf SVP gegen SP. Die SP nominierte Nationalrat Daniel Jositsch. Die SVP trat mit Ernst Stocker, Stadtpräsident von Wädenswil, an. Stocker hatte SVP, FDP, CVP, EVP und EDU hinter sich, Jositsch die SP und die Grünen. Die Grünliberalen beschlossen Stimmfreigabe. **Stocker (svp) schaffte die Wahl deutlich** mit 173'816 Stimmen, Jositsch erzielte mit 143'089 Stimmen jedoch ein gutes Resultat. In den Städten Zürich und Winterthur lag er vor Stocker, in allen anderen Gemeinden siegte der SVP-Kandidat. Mit 45'028 war die Anzahl der Leerstimmen hoch, was darauf hinweist, dass ein Teil der Wählerschaft mit der Kandidatenauswahl unzufrieden war.<sup>64</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.11.2009  
SABINE HOHL

Im September **trat Regierungsrat Hans Matter (csp) überraschend zurück**. Obwohl bereits 2010 Gesamterneuerungswahlen stattfinden, wäre die Zeit bis Juli 2010 für eine Stellvertretung zu lange gewesen und es musste eine Ersatzwahl stattfinden. Den Parteien blieb nur wenig Zeit für die Auswahl ihrer Kandidaten. Die CSP verteidigte ihren vakanten Sitz nicht. Die FDP nominierte Paul Federer, Gemeindepräsident von Sarnen. Die SVP trat mit Martin Odermatt, Gemeinderat in Engelberg, an. **Federer (fdp)** wurde mit einem knappen Vorsprung von 237 Stimmen auf Odermatt (svp) **gewählt**. Die FDP hält damit wieder zwei Sitze in der Obwaldner Regierung. Federer wird sich einen Monat nach seinem Amtsantritt am 1. Februar 2010 bereits der Wiederwahl stellen müssen.<sup>65</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.11.2009  
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt von Heinz Albicker (fdp)** war im Kanton Schaffhausen ein Sitz in der Regierung neu zu besetzen. Die FDP trat mit Christian Amsler an, um den vakanten Sitz zu verteidigen. Konkurrenz erhielt sie von der SP, die Werner Bächtold nominierte. Die Sozialdemokraten hatten 2000 ihren zweiten Sitz in der Regierung verloren und wollten diesen zurückerobern. Die SVP hätte einen anderen FDP-Kandidaten – Florian Hotz – dem offiziell nominierten Amsler vorgezogen und kündigte an, Hotz zu unterstützen. Dieser lehnte allerdings eine wilde Kandidatur ausdrücklich ab. Dennoch schaltete die SVP Wahlplakate mit Hotz' Namen. Ziel der SVP war, einen zweiten Wahlgang zu bewirken. Dies gelang jedoch nicht. **Christian Amsler (fdp)** erreichte bereits im ersten Wahlgang knapp das absolute Mehr. Er erhielt 12'005 Stimmen. SP-Kandidat Bächtold lag mit 8811 Stimmen deutlich zurück, Hotz (fdp) erhielt 2149 Stimmen. Zudem gab es eine ungewöhnlich hohe Zahl an Leerstimmen (7852). Da letztere nicht in die Berechnung des absoluten Mehrs eingehen, trugen sie aber nicht dazu bei, einen zweiten Wahlgang zu bewirken.<sup>66</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 25.04.2010  
MARC BÜHLMANN

Im Dezember 2009 hatte der **parteilose Markus Stadler seinen Rücktritt** als Urner Regierungsrat angekündigt. Er kandidierte in der Folge erfolgreich für den frei gewordenen Urner Ständeratssitz. Um seine Nachfolge stritten sich zwei Kantonsparlamentarier. Die Grünen portierten Landrätin Annalisse Russi und die **SVP schickte Landrat Beat Arnold** ins Rennen. Die SVP machte als zweitstärkste Fraktion im Landrat ihren Anspruch auf einen Sitz in der Regierung geltend. Die Grünen – zusammen mit der SP lediglich halb so stark wie die SVP – argumentierten, dass in Uri Köpfe und nicht Parteien gewählt würden. Weder die CVP (drei Sitze), noch die FDP (zwei Sitze) noch die SP stellten Kandidaten auf, so dass es zu einer Premiere kommen sollte: zum ersten Mal würde entweder ein SVP-Mann oder eine Vertreterin der Grünen in der Urner Regierung sitzen.

Das Wahlduell ging schliesslich **zu Gunsten der SVP** aus: Arnold machte 5013 Stimmen und Russi konnte mit 4426 einen Achtungserfolg erzielen, der auch der Unterstützung grosser Teile der CVP zu verdanken war. Damit wurde die SVP auch in Uri in die Regierungsverantwortung eingebunden.<sup>67</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 13.06.2010  
MARC BÜHLMANN

Mit **Lorenz Bösch** und **Georg Hess** traten gleich zwei Regierungsräte der CVP wegen beruflicher Veränderungen zurück. Der Umstand, dass die CVP als zweitstärkste Fraktion drei Regierungssitze, die SVP als stärkste Fraktion jedoch nur zwei innehatte, verlieh der Ausgangslage einige Brisanz. Die SVP griff denn auch einen der beiden Sitze mit ihrer Parteipräsidentin Judith Uebersax an. Auch die FDP wollte die Gunst der Stunde nutzen und schickte Kaspar Michel ins Rennen, der bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2008 nur knapp gegen den jetzt zurücktretenden Hess verloren hatte. Die CVP ihrerseits wollte die beiden Sitze mit Othmar Reichmuth und Bernadette Kündig halten. Ergänzt wurde das Kandidatenquartett durch Bruno Suter, einem parteilosen Wirt aus dem Muotatal, der als Elitenskeptiker bereits drei Mal erfolglos für den Regierungsrat kandidiert hatte.

Im ersten Wahlgang erreichte relativ überraschend kein Kandidat das absolute Mehr. Reichmuth erzielte, gefolgt von Michel und Kündig, das beste Resultat. Uebersax und Suter lagen beide mehr als 1500 Stimmen hinter dem dritten Rang zurück. Trotzdem traten auch sie noch einmal zum zweiten Wahlgang an, der so mit identischer Kandidatenauswahl stattfand. Identisch war im zweiten Wahlgang dann auch das Resultat. **Othmar Reichmuth (cvp) und Kaspar Michel (fdp) erhielten die meisten Stimmen**. Michel konnte somit den vor zwei Jahren an die CVP verlorenen Sitz für die FDP zurückgewinnen. Die als Hardlinerin geltende Uebersax hatte keine Chance, für die SVP eine dritte Regierungsvertretung zu gewinnen. Sie lag noch hinter Kündig auf Rang vier. Damit warten die Schwyzerinnen weiterhin vergeblich auf eine Frauenvertretung in der Exekutive, nachdem die bisher einzige Regierungsrätin, Margrit Weber-Röllin (cvp) 1996, nach achtjähriger Amtszeit aus der Regierung ausgeschieden war.<sup>68</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.08.2010  
MARC BÜHLMANN

Etwas überraschend kündigte SVP-Regierungspräsident **Erhard Meister** auf Ende 2010 seinen **Rücktritt** an. Die SVP wollte ihren zweiten Sitz, den sie erst 2004 nach über 30 Jahren zurückerobert hatte, mit **Ernst Landolt** verteidigen, dessen Kandidatur von der FDP, der EVP und der EDU sowie vom Gewerbeverband unterstützt wurde. Einen Angriff auf den Sitz lancierte die Alternative Liste, die Kantonsrat Matthias Frick ins Rennen schickte, der sich die Unterstützung von SP und Ökoliberalen sichern konnte.

Der als gemässigt und erfahren geltende **Landolt siegte schliesslich deutlich** und erhielt mit 12'619 Stimmen fast dreimal so viele Voten wie sein Gegenkandidat (4'636). Auffällig waren die zahlreichen Leerstimmen: fast 8'000 Wahlzettel trugen keinen Namen, was als Protest gegen die Classe Politique und als Unzufriedenheit mit der Kandidatenauswahl gewertet wurde. Auch die für Schaffhausen geringe Wahlbeteiligung von 56.6% wurde als Misstrauensvotum interpretiert.<sup>69</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 21.11.2010  
MARC BÜHLMANN

In Neuenburg kündigte **Frédéric Hainard (fdp)** nach Vorwürfen von Amtsmissbrauch und Vetternwirtschaft per Ende Oktober seinen **Rücktritt** an, wurde aber von der Regierung bereits im August von seiner Funktion als Volkswirtschaftsdirektor entbunden. Hainard war erst eineinhalb Jahre zuvor im Alter von 34 Jahren in den Neuenburger Staatsrat gewählt worden. Das rot-grüne Lager witterte die Chance, den bei den letzten Wahlen an die FDP verlorenen Regierungssitz bereits wieder zurückzugewinnen. Es trat mit Patrick Erard (gp) an, der Präsident der

Parlamentarischen Untersuchungskommission zur „Affäre Hainard“ war, was ihm – obwohl er in den Ausstand trat – von den Gegnern im Wahlkampf vorgeworfen wurde. Erard wurde von den Grünen und der SP unterstützt. Das bürgerliche Lager war weniger geschlossen. Die FDP selber hatte zuerst Mühe, Kandidaten zu finden, trat dann aber mit Grossrat **Thierry Grosjean** an. Die SVP verwehrt der FDP die Unterstützung und die BDP trat mit einem eigenen Kandidaten an (Pierre-Alain Storrer).

Beim ersten Wahlgang vom 31. Oktober (Wahlbeteiligung: 32.05%) erhielt Grosjean 209 Stimmen mehr als Erard. Storrer, der weit abgeschlagen immer noch die 5%-Hürde übersprungen hatte, trat nicht mehr zum zweiten Wahlgang vom 21. November an. **Gewählt wurde schliesslich Thierry Grosjean** mit 24'319 Stimmen, während Erard 21'816 Stimmen erhielt. Die etwas stärkere Mobilisierung (36.7%) fiel zu Ungunsten des links-grünen Lagers aus, das seine Wählerschaft zu wenig stark mobilisieren konnte. Die Affäre Hainard scheint der Neuenburger FDP damit nicht nachhaltig geschadet zu haben. Grosjean übernahm das Volkswirtschaftsdirektorium.<sup>70</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 28.11.2010  
MARC BÜHLMANN

In St. Gallen wurde eine Ersatzwahl nötig, weil **CVP-Regierungsrat Joe Keller** nach zehnjähriger Amtszeit per Ende März 2011 seinen **Rücktritt** angekündigt hatte. Die **CVP** versuchte ihren Regierungssitz mit **Beni Würth**, dem Stadtpräsidenten von Rapperswil-Jona zu verteidigen. Die SVP machte rasch ihren Anspruch auf den frei werdenden Regierungssitz geltend, da sie mit bisher einem Sitz als deutlich stärkste Kantonsratsfraktion untervertreten sei. Ihrem Kandidaten Herbert Huser stellte die SVP die Dienste des Werbers Alexander Segert – Erschaffer der aufsehenerregenden Schäfchen- und Minarett-Plakate – zur Verfügung. Obwohl die SVP angetreten war, um die Wirtschaft in der St. Galler Regierung besser zu vertreten, unterstützten zahlreiche Wirtschaftsverbände, darunter Travailsuisse und der Gewerbeverband die Kandidatur von Würth. Diese Unterstützung zusammen mit den positiven Empfehlungen der restlichen bürgerlichen Parteien BDP, FDP und EVP **verhalfen Würth schliesslich zu einem relativ komfortablen Sieg**. Er erhielt über 25'000 Stimmen mehr als Huser.<sup>71</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 18.12.2011  
MARC BÜHLMANN

Kaum war der zweite Wahlgang für die Ständeratswahlen vorbei, wurde die Wählerschaft des Kantons Waadt wieder an die Urne gerufen. Der **überraschende Tod des SVP-Staatsrats Jean-Claude Mermoud** im September machte nur wenige Monate vor den regulären Erneuerungswahlen im März 2012 eine Ersatzwahl nötig. Insbesondere die Grünen hofften, an der bisherigen Regierungszusammensetzung (2 FDP, 2 SP, 1 LP, 1 GP und 1 SVP) rütteln zu können. Ihre Chance war auch deshalb realistisch, weil sich Guy Parmelin (svp) nicht zur Verfügung stellen wollte, obwohl er nicht nur von seiner eigenen Partei, sondern auch von der FDP und der LP dazu aufgefordert worden war. Nationalrat Parmelin wollte sich auf die nationale Politik konzentrieren. Die SVP nominierte in der Folge Grossrat Pierre-Yves Rapaz, der allerdings als nicht sehr moderat galt und dem die Befähigung für ein Regierungsamt hinter vorgehaltener Hand abgesprochen wurde. Die Unterstützung der FDP und der LP war in der Folge lediglich lau. Allerdings stellten auch die Grünen die relativ wenig bekannte Grossrätin und Fraktionspräsidentin Béatrice Métraux auf. Alle anderen Parteien – insbesondere die erstarkten Mitteparteien BDP oder GLP – reichten keine Kandidatur ein. Lediglich „Vaud libre“ wollte mit Emmanuel Gétaz den SVP-Sitz erobern. Das kleine Budget der Parteien nach den nationalen Wahlen im Herbst und die wenig bekannten Kandidierenden führten zu einer sehr schwachen Beteiligung von lediglich 31,3%. Der Linken war die Mobilisierung der Wählerschaft dabei anscheinend besser gelungen als der Rechten: Métraux (gp) verpasste zwar mit 54'833 Stimmen das absolute Mehr, liess aber Rapaz (svp) um 5'200 Stimmen überraschend deutlich hinter sich. Gétaz (Vaud libre) erhielt 12'416 Stimmen. Zahlreiche Wahlzettel wurden leer eingelegt, was als Zeichen für den Unmut der Wählerschaft über die beschränkte Auswahl gedeutet wurde. Gétaz zog sich in der Folge zurück und empfahl seiner Anhängerschaft, auf eine Wahl von Rapaz (svp) zu verzichten. Zu einer expliziten Empfehlung für Métraux (gp) konnte er sich allerdings nicht durchringen. Die BDP, die FDP und die LP sprachen sich im zweiten Wahlgang für Rapaz aus, allerdings wurde deutlich, dass man vor allem einen zweiten grünen Sitz und somit eine rot-grüne Mehrheit verhindern wollte. Die SP machte sich für Métraux (gp) stark. Beim zweiten Wahlgang konnte die Linke – bei einer noch einmal geringeren Wahlbeteiligung von 30,3% – erneut stärker mobilisieren: Métraux (gp) schien die meisten Stimmen von Gétaz (Vaud libre) auf sich vereinen zu können. Sie holte nämlich etwa 10% mehr Stimmen als noch im ersten Wahlgang (54%; 64'807 Stimmen). Rapaz (svp) konnte seinen Anteil hingegen nur leicht um drei Prozentpunkte auf 43% erhöhen (51'755 Stimmen). Die **rot-grüne Mehrheit war damit**

**Tatsache.** Die SVP verlor dadurch – vier Tage nach der Niederlage bei den Bundesratswahlen – ihren einzigen Regierungssitz in der Romandie. Die Bürgerlichen hofften auf die Wahlen vom März 2012, Schon einmal war eine links-grüne Mehrheitsregierung nach kurzer Zeit gescheitert, als 1996 bei einer Ersatzwahl Joseph Zysiadis (pda) gewählt und zwei Jahre später nicht mehr bestätigt wurde.<sup>72</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.01.2012  
MARC BÜHLMANN

Ende Januar wurde der Churer Grossrat **Christian Rathgeb (fdp) als Nachfolger des in den Ständerat gewählt und deshalb aus der Bündner Regierung zurückgetretenen Martin Schmid (fdp) gewählt.** Weil die anderen Parteien den Anspruch der FDP auf einen Sitz in der fünfköpfigen Kantonsregierung anerkannten, wurde kein Gegenkandidat aufgestellt. Entsprechend tief war mit 13,9% die Stimmbeteiligung. Schmid wurde mit 12'124 Stimmen bei einem absoluten Mehr von 6'592 Stimmen zwar deutlich gewählt, die 1058 Stimmen, die auf Diverse entfielen und vor allem die 4'821 leer eingelegten Stimmzettel wurden aber als Unmutszeichen interpretiert.<sup>73</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 17.06.2012  
MARC BÜHLMANN

Ende Februar **kündigte Mark Müller (fdp) seinen vorzeitigen Rücktritt aus der Genfer Regierung an,** da er aufgrund der andauernden Attacken auf seine Person die nötige Energie und Abgeklärtheit für das Regierungsamt nicht mehr aufbringen könne. Der Baudirektor, der seit mehr als sechs Jahren im Amt war, geriet bereits 2011 in die Schlagzeilen, als das Westschweizer Fernsehen publik machte, dass er mitten in der Stadt Genf für eine Sieben-Zimmer-Wohnung lediglich 1800 Franken Miete bezahlt. Letztlich war es wohl nicht nur die dauernde Kritik an seiner Politik – Müller eckte insbesondere mit der gegen starke Opposition trotzigen Umsetzung seiner Idee eines kantonalen Richtplans 2030 an – sondern die Prügelei mit einem Barkeeper in einer Genfer Disco, die zum Rücktritt beitrugen. Die FDP kritisierte zwar die Hetzjagd auf ihren Regierungsrat, die SP, die SVP und die Grünen bezeichneten den Rücktritt aber als unausweichlich. Bereits kurze Zeit nach der Demission von Müller kündigte der Präsident des bei den kantonalen und eidgenössischen Wahlen erfolgreichen Mouvement Citoyens Genevois (MCG), Eric Stauffer, seine Kandidatur an. Auch die **FDP fand in Pierre Maudet, rasch einen unbestrittenen möglichen Nachfolger.** Der 34jährigen Maire von Genf, der als sozialer und staatsbewusster „Radical“ gilt, wurde an der Delegiertenversammlung auch von den ehemaligen Liberalen unterstützt, die in Genf vor der Fusion wesentlich stärker waren als der Freisinn aber auf einen Kandidierenden aus ihren Reihen verzichteten. Sowohl die FDP wie auch der MCG buhlten um die Unterstützung der SVP. Diese entschied sich für den MCG, was in der Genfer Presse als Zeichen für die brüchige bürgerliche Entente gewertet wurde. Gleichzeitig würden dadurch die Chancen für die SP wachsen, die bürgerliche Mehrheit aus drei FDP-Sitzen (vor der Fusion zwischen Liberalen und FDP waren es zwei Liberale und ein FDP-Sitz) und einem CVP-Sitz zu sprengen. Bei diesen Sozialdemokraten, die bisher einen Sitz in der Genfer Regierung inne hatten (die beiden restlichen Sitze hielt die GP), brachte sich gleich ein Quartett von Kandidierenden in Position. An der Delegiertenkonferenz vom 24. März setzte sich schliesslich Anne Emery-Torracinta gegen den frisch gebackenen Nationalrat Manuel Tornare durch. Die GLP schickte ihren kantonalen Parteipräsidenten Laurent Seydoux ins Rennen. Vervollständigt wurde das Kandidierenden-Karussell durch den Vize-Präsidenten der Genfer Piratenpartei, Alexis Roussel, sowie durch Paul Amyon und Manuel Acevedo – beide parteilos. Laut eigenen Angaben – im Kanton Genf müssen die Parteien ihre Finanzen transparent gestalten – verfügten die Parteien nur über geringe Wahlkampfbudgets für den ausserordentlichen Wahlgang. Ausgaben zwischen 10'000 CHF (Piratenpartei) und 250'000 CHF (MCG) wurden veranschlagt. Im Wahlkampf wurde rasch deutlich, dass das Rennen um den frei werdenden FDP-Sitz zu einem Zweikampf zwischen Emery-Torracinta (sp), die von den Grünen und der Ensemble à Gauche unterstützt wurde, und Maudet (fdp), der bei der CVP Unterstützung fand, und zu einer Richtungswahl werden würde. In bürgerlichen Kreisen wurde vor einer Entwicklung „à la française“, also einer rot-grünen Regierung gewarnt. Die Störgeräusche in diesem Zweikampf lieferte insbesondere Eric Stauffer, dem zugetraut wurde, die bürgerliche Wählerschaft abzugraben und so ungewollt der SP zum Sieg zu verhelfen. Der Wahlkampf war allerdings sehr lau. Trotz des zu erwartenden knappen Wahlausgangs wurde deshalb eine geringe Stimmbeteiligung erwartet; mitentscheidend wurde deshalb die Mobilisierungsfähigkeit der beiden Lager.

Am 17. Juni bewahrheiteten sich beide Prognosen nicht. **Maudet schlug sowohl Emery-Torracinta als auch seine restlichen Herausforderer überraschend deutlich.** Mit 39,8% der Wählerschaft (40'966 Stimmen) lag er über 10 000 Stimmen vor der SP-Kandidatin

(28,4%; 29'175 Stimmen) und auch vor Stauffer (27,6%; 28'412 Stimmen) und schaffte so das nötige Drittelsmehr komfortabel. Die restlichen vier Kandidaten erhielten alle weniger als 3% der Stimmen. Die Stimmbeteiligung lag bei für Genfer Verhältnisse hohen 43,3%. Bei den regulären Wahlen von 2009 hatte die Partizipationsrate 39,5% betragen. Die Niederlage der SP wurde als Debakel bezeichnet. Neben dem im Vergleich zu Maudet und Stauffer deutlich geringeren Bekanntheitsgrad von Emery-Torracinta wurde die mangelhafte Mobilisierung der linken Wählerschaft als Folge eines ungenügenden Wahlkampfes als Ursache vermutet. Der Genfer Staatsrat blieb damit klarer als erwartet in bürgerlicher Hand. Der Erfolg von Maudet machte Ersatzwahlen in der Stadtgenfer Exekutive nötig.<sup>74</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 14.10.2012  
MARC BÜHLMANN

Bereits **zum zweiten Mal innerhalb derselben Legislatur** – 2011 wurde der gestrauchelte Frédéric Hainard (fdp) durch Thierry Grosjean (fdp) ersetzt – **kam es im Kanton Neuenburg zu einer Ersatzwahl**. Nachdem er zum Präsident des Bankrates der Schweizerischen Nationalbank (SNB) gewählt worden war, erklärte Jean Studer (sp) seinen Rücktritt aus dem Staatsrat. Um die Kontinuität in der Neuenburger Regierung zu gewährleisten trat er allerdings nicht per sofort zurück, wie dies von der FDP gefordert wurde, sondern per 31.7.12. Damit wurden Ersatzwahlen für den 14. Oktober anberaumt, obwohl bereits im Frühjahr 2013 die nächsten ordentlichen Gesamterneuerungswahlen geplant waren. **Den SP-Sitz** in der von der FDP dominierten Exekutive (3 FDP, 2 SP) **sollte Laurent Kurth verteidigen**. Der Stadtrat aus La-Chaux-de-Fonds setzte sich Ende August intern deutlich gegen zwei weitere Anwärter durch. Lange Zeit meldete sich kein Herausforderer von Kurth. Da die FDP in Anbetracht ihrer Parlamentsstärke in der Regierung bereits übervertreten war und die SVP ihren Leader Yvan Perrin kurz vor den Neuwahlen nicht verheizen wollte, drohte eine stille Wahl. Für Lacher sorgte das Komikerduo „Cuche et Barbezat“, das dieser Gefahr entgegentreten wollte, die offiziell angemeldeten Jux-Kandidaturen Ende August aber wieder zurückzog. Eine stille Wahl wurde schliesslich durch Louis Dubois verhindert (Entente cantonale neuchâtelois), der seine Kandidatur auch damit begründete, dass demokratische Beteiligungsrechte nur durch Nutzung geschützt würden. Für Wirbel und eine weitere Schwächung der laut Presseberichten bereits angeschlagenen Neuenburger Regierung – Studer war der einzige mit langjähriger Erfahrung, die restlichen vier Regierungsräte waren 2009 gewählt worden bzw. rutschten während der Legislatur nach – sorgte das knappe Nein der Stimmbevölkerung zum Regierungsprojekt einer Schnellbahn zwischen Neuenburg und La Chaux-de-Fonds Ende September (transrun) sowie die Ankündigung von Regierungsrätin Gysèle Ory (SP) bei den Erneuerungswahlen 2013 nach nur einer Legislatur nicht mehr anzutreten. Darüber hinaus lastete das zunehmend schwierige Verhältnis zwischen Regierungsrat Claude Nicati (fdp) mit seiner Partei auf der Regierung. Tatsächlich trat Nicati kurz nach den Wahlen aus der FDP aus und liess offen, ob er 2013 nochmals antreten würde.

Die **Ersatzwahlen selber fielen deutlich zu Gunsten von Laurent Kurth** aus. Der Sozialdemokrat erhielt 21'040 Stimmen (71,4%). Sein Herausforderer Louis Dubois erhielt beachtliche 8'428 Stimmen. Den Vorwurf, seine Kandidatur habe den Kanton für die Organisation der Wahlen rund 200'000 CHF gekostet, wies Dubois zurück. Grund für die Ersatzwahlen sei der Rücktritt Studers gewesen, der sein Mandat während der Legislatur abgegeben habe, was eigentlich ein Unding sei. Er, Dubois, hätte der Stimmbevölkerung wenigstens die Wahl gelassen und wünschte, dass die Regierung nun gemeinsam an einem Strick ziehe. Der Sieger der Wahlen zeigte sich zufrieden. Die geringe Beteiligung – die Partizipation lag bei erwarteten tiefen 24% – wurde zwar nicht wirklich als Vertrauensvotum in die kriselnde Regierung gewertet, Kurth betrachtete seine über 70% an Wählerstimmen jedoch als gute Legitimationsbasis.<sup>75</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 07.04.2013  
MARC BÜHLMANN

Im Kanton Appenzell Ausserrhoden gilt für Regierungsmitglieder eine Altersgrenze von 65 Jahren. Diese hätte der **amtierende Landammann Hans Diem (svp)** eigentlich erst 2014 erreicht. Gesundheitliche Gründe zwangen ihn allerdings dazu, **bereits im Berichtsjahr zurückzutreten**. Damit musste nicht nur ein neues Regierungsmitglied bestimmt, sondern auch die Besetzung des Amtes des Landammanns, also des Ausserrhoder Regierungspräsidiums neu geregelt werden. Der Landammann wird für vier Jahre von der Wahlbevölkerung bestimmt. Für das Amt bewarb sich einzig die amtierende Regierungsrätin und bisherige Stellvertreterin von Hans Diem, Marianne Koller Bohl (fdp). Die SP, deren amtierender Gesundheitsdirektor Matthias Weishaupt 2011 bei der Wahl zum Landammann nur ganz knapp an Diem gescheitert war, wollte nicht antreten. Die Wahl von Koller Bohl war damit reine Formsache. Spannender

gestaltete sich die Wahl für den frei gewordenen Regierungssitz. Die SVP wollte ihren zweiten Sitz mit Ingeborg Schmid-Huser (svp) verteidigen. Die FDP – bereits mit vier Sitzen in der Regierung vertreten – machte der SVP den Sitz mit dem Stadtpräsidenten von Herisau, Paul Signer (fdp) allerdings streitig. Mit Aussenseiterchancen trat zudem Samuel Buechi (gp) an, der schon bei den Nationalratswahlen 2011 einen Achtungserfolg hatte erringen können. Die mit einem Sitz im Regierungsrat vertretene SP verzichtete darauf, eine eigene Kandidatur zu präsentieren und unterstützte, überraschenderweise, nicht Buechi, sondern Signer, um den zweiten SVP-Sitz zu verhindern. Die Wahl verhies auch deshalb Spannung, weil für das Folgejahr eine Staatsleitungsreform in Planung war, mit der nicht nur die Altersguillotine fallen sollte, sondern auch eine Verkleinerung des Rates von sieben auf fünf Mitglieder, die Abschaffung der Volkswahl des Landammanns, eine generelle Amtszeitbeschränkung von 16 Jahren und eine Professionalisierung durch Einführung von Vollämtern angestrebt wurde.

Bei den Ersatzwahlen am 3. März wurde **Koller Bohl (fdp)** wie erwartet mit 82% aller Stimmen (11'444 Stimmen) **zur dritten Frau Landammann im Kanton Appenzell Ausserrhoden gewählt**; die ersten beiden Frauen im höchsten Exekutivamt vor ihr waren Marianne Kleiner (1997 bis 2000) und Alice Scherrer (2003 bis 2006). Im Rennen um die Nachfolge von Hans Diem als Regierungsrat wurde hingegen ein zweiter Wahlgang nötig. Zwar lag Paul Signer mit 8'105 Stimmen deutlich vor Ingeborg Schmid-Huser (5'645 Stimmen), der Achtungserfolg von Samuel Buechi (2'985 Stimmen) führte aber dazu, dass Signer das absolute Mehr um 358 Stimmen verpasste. Buechi trat für den zweiten Umgang am 7. April nicht mehr an, kritisierte aber die Machtfülle der FDP. Tatsächlich wurde Paul Signer im zweiten Wahlgang mit 8'085 Stimmen gewählt. Ingeborg Schmid-Huser konnte 5'628 Stimmen auf sich vereinen. Auch sie bezeichnete die Dominanz der FDP als Problem. Neu stellte die FDP fünf von sieben Regierungsmitglieder, die SVP und die SP je einen. Zudem hielten die Freisinnigen sowohl den einzigen Nationalratsratssitz (Andrea Caroni) als auch die Ständeratsvertretung (Hans Altherr). Die Wahlbeteiligung im zweiten Wahlgang lag mit 38,6% deutlich tiefer als noch im März (47,7%); die Resultate weisen darauf hin, dass die Wählerschaft von Buechi nicht mehr an die Urne ging.

Mitte Juni hiess der Kantonsrat die geplante **Regierungsreform knapp mit 32:28 Stimmen gut**. Damit dürften auch die für 2015 angesetzte nächste Gesamterneuerungswahl spannend werden. Ob die anderen Parteien dann ein Rezept gegen die übermächtige FDP finden werden, muss sich spätestens dann weisen.<sup>76</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 21.04.2013  
MARC BÜHLMANN

Gleich **zwei Mal** mussten im Berichtjahr im Kanton Basel-Landschaft **Ersatzwahlen** für den Regierungsrat abgehalten werden. Ersetzt werden mussten **Adrian Ballmer (fdp)**, der bereits im Dezember 2012 seinen Rücktritt angekündigt hatte sowie der Ende Februar **im Amt verstorbene Peter Zwick (cvp)**. Der seit 2000 amtierende 65-jährige Ballmer machte abnehmenden Respekt und gesundheitliche Gründe für seinen Rücktritt geltend. Sowohl die SP – mit Nationalrat Eric Nussbaumer – als auch die SVP – mit Landrat Thomas Weber wollten den Sitz von Ballmer angreifen. Die FDP, deren Wähleranteil bei den Grossratswahlen 2011 von 21% auf 15% gefallen war, kündigte an, zugunsten der SVP auf eine Verteidigung ihres zweiten Sitzes zu verzichten, um die bürgerliche Mehrheit im Regierungsrat zu sichern. Die SVP – ihrerseits stärkste Partei im Baselbieter Parlament – war seit 2011 nicht mehr in der Exekutive vertreten. Sie hatte ihren Sitz damals an den Grünen Isaac Reber (gp) verloren. Auch die CVP beteiligte sich am bürgerlichen Schulterschluss, empfahl die Kandidatur von Weber und trat selber nicht an. Trotz des Revivals der BüZa (Bürgerliche Zusammenarbeit) wurden der SP gute Chancen eingeräumt. Eine links-grüne Regierungsmehrheit schien wahrscheinlich, weil der bereits 2007 erfolglos für den Regierungsrat kandidierende Nussbaumer wesentlich bekannter war als Weber, der zudem erst nach einigem Hin und Her nominiert wurde. Freilich galt Weber – obwohl am rechten Rand der SVP politisierend – als Brückenbauer und nicht als Hardliner, was eine Unterstützung aus dem bürgerlichen Lager wahrscheinlicher machte. Er wurde zudem von der Wirtschaftskammer finanziell unterstützt. Während sich Weber gegen eine Fusion der beiden Basel stellte, outete sich Nussbaumer als Befürworter. Dies – so wurde spekuliert – sollte ihm im bevölkerungsreichen unteren Baselbiet, das einer Fusion eher positiv gegenübersteht, auch Stimmen aus der FDP und der CVP garantieren. Neben Weber und Nussbaumer trat auch der Grünliberale Landrat Gerhard Schafroth an, dem allerdings lediglich Aussenseiterchancen eingeräumt wurden – unter anderem weil die Unterstützung der anderen Parteien fehlte: Die GLP echauffierte sich dabei insbesondere ob der mangelnden Unterstützung der CVP. Sie wertete die mangelnde Unterstützung als

Position gegen die zu Legislaturbeginn noch beschworene neue starke Mitte (aus GLP, BDP, EVP und CVP). Auch die EVP und die BDP scherten in der Folge aus: während die EVP Nussbaumer ihre Unterstützung zusagte, empfahl die BDP Weber. Geeinter zeigte sich das links-grüne Lager: Die Grünen unterstützten offiziell den SP-Kandidaten. Vielsagend verzichtete der grüne Regierungsrat Isaac Reber jedoch auf eine öffentliche Stellungnahme zugunsten der SP.

Zwei Wochen vor dem Ersatzwahltermin verstarb unerwartet der Wirtschafts- und Gesundheitsdirektor Peter Zwick (cvp) im Alter von 62 Jahren. In der Folge musste eine weitere Ersatzwahl anberaumt werden, was die Ausgangslage unübersichtlich machte und auch deshalb veränderte, weil im ersten Wahlgang für die Nachfolge von Ballmer Anfang März bei einer Stimmbeteiligung von 38,8% keiner der drei Kandidaten das absolute Mehr (33'751 Stimmen) erzielte. Nussbaumer (31'374 Stimmen) lag mit einem hauchdünnen Vorsprung von 295 Stimmen vor Weber (31'079 Stimmen). Schafroth, dessen Antritt den zweiten Umgang erst nötig machte, erhielt 4'296 Stimmen und erzielte damit nur unwesentlich mehr als die 5%, welche die GLP im Kanton Basel-Landschaft 2011 bei den Nationalratswahlen geholt hatte. Bemerkenswert waren die 4'012 leeren Stimmzettel. Diese wurden als Protest gegen das Zweckbündnis der Bürgerlichen interpretiert. Der zweite Wahlgang wurde auf den 21. April angesetzt. War die Ersatzwahl für Zwick zuerst auf Mitte Mai geplant, entschloss sich die Regierung trotz Kritik der Parteien und zugunsten der mit den zahlreichen Wahlprozederen stark belasteten Gemeinden, die zweite Ersatzwahl nach hinten auf Anfang Juni zu verschieben. Die CVP hatte in der Zwischenzeit mit dem Gemeindepräsident von Alschwil Anton Lauber (cvp) bereits einen Nachfolger für Zwick aufgebaut. Die SVP ihrerseits versicherte, den Sitz der CVP dannzumal nicht angreifen zu wollen. Ziel bleibe die bürgerliche Mehrheit und es brauche auch im Hinblick auf die ordentlichen Gesamterneuerungswahlen von 2015 und auf die Ständeratswahlen 2014 eine neue Vertrauensbasis und eine vertiefte Kooperation zwischen SVP, FDP und CVP. Weil die GLP ihren Kandidaten zurückzog und offiziell den SP-Kandidaten unterstützte, blieb der zweite Umgang spannend. Das Kopf-an-Kopf-Rennen für sich entscheiden konnte schliesslich doch relativ deutlich Thomas Weber (36'797 Stimmen), der bei 38.1% Wahlbeteiligung Nussbaumer (23'176 Stimmen) um mehr als 4 500 Stimmen distanzieren konnte. Damit war der **Angriff von links-grün** mit dem Ziel, erstmals seit 1940 wieder eine Mehrheit im Regierungsrat zu haben, **gescheitert** und die wählerstärkste Landratspartei, die SVP, wieder in der Regierung vertreten. Das Resultat wurde als Bestätigung der neu belebten Bürgerlichen Allianz gewertet, die im entscheidenden Moment ihre Wählerschaft besser zu mobilisieren wusste.

Bereits am Abend des zweiten Wahlgangs für die Ersatzwahl von Ballmer machte der Verlierer Eric Nussbaumer klar, dass er für die Ersatzwahl des CVP-Sitzes von Zwick nicht zur Verfügung stehe. Neben **Lauber (cvp)**, der – wie versprochen – sowohl von der FDP und der SVP unterstützt wurde, trat Thomas Jourdan von der EVP an, was als weiteres Zeichen gegen die noch ein paar Wochen zuvor beschworene neue Mitte gewertet wurde. Pikanterweise bilden die CVP und die EVP eine Fraktionsgemeinschaft im Landrat. Jourdan wurde von der SP und der GP, nicht aber von der GLP unterstützt. Letztere entschied nach längerer Debatte auf Stimmfreigabe. Auch die Wirtschaftsverbände schalteten sich wieder in den Wahlkampf ein und unterstützten Lauber. Das sehr ähnliche Profil der beiden Kandidierenden und die wenig spannende Ausgangslage – Jourdan wurden keine Chancen gegen die bürgerliche Mehrheit eingeräumt – liessen keinen spektakulären Wahlkampf zu. Trotzdem wurde die Kandidatur Jourdans gelobt, da eine stille Wahl für den Kanton Basel-Landschaft ein Armutszeugnis gewesen wäre – so die BaZ.

Mit 33.2% Wahlbeteiligung war die Mobilisierung erwartungsgemäss geringer als für die Ersatzwahl im März. Wie erwartet **setzte sich Lauber (30'867 Stimmen) durch**. Jourdan erzielte respektable 26'281 Stimmen, war aber gegen die geschlossene bürgerliche Wahlallianz chancenlos. Damit war die Kantonsregierung wieder komplett: alle fünf grossen Parteien SVP, FDP, CVP, SP und GP hielten je einen Sitz. Für Wirbel sorgte kurz vor Jahresende ein Bericht der Finanzkontrolle, der feststellte, dass einige Regierungsmitglieder – darunter der verstorbene Peter Zwick und der zurückgetretene Adrian Ballmer – Honorare aus Verwaltungsratsstätigkeit nicht an den Kanton abgeliefert hatten, obwohl diese laut kantonalen Vorschriften in die Staatskasse bezahlt werden müssten.<sup>77</sup>

Für viele überraschend präsentierte Bundesrat Alain Berset Mitte Mai die **Freiburger Staatsrätin Isabelle Chassot (cvp) als neue Direktorin des Bundesamtes für Kultur (BAK)**. Verwunderung wurde deshalb verlaublich, weil die erst 48jährige, seit 2001 in der Kantonsregierung politisierende Chassot nicht nur im Kanton Freiburg viele Sympathien genoss, sondern sich auch national seit 2006 als Präsidentin der Erziehungsdirektorenkonferenz einen Namen gemacht hatte. Die Übernahme der Direktion des BAK galt unter diesen Vorzeichen nicht unbedingt als Aufstieg, umso mehr als Chassot auf den Posten des Staatssekretärs für Bildung, Forschung und Innovation verzichtet hatte, obwohl sie dafür als Favoritin gegolten hatte. Allerdings hätte die Amtszeitbeschränkung die beliebte CVP-Regierungsrätin spätestens 2016 zu einem Rücktritt gezwungen. Die Wahl zur BAK-Direktorin zog im Kanton Freiburg Nachwahlen nach sich. Dabei war die Frage, ob die im Staatsrat mit drei Sitzen eher übervertreter CVP ihren Sitz halten könnte. Die anderen Sitze wurden von SP (2 Sitze), FDP und seit 2011 von der GP (je ein Sitz) gehalten. Vor allem von der nicht vertretenen und bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2011 sieglosen SVP wurde ein Angriff erwartet, der allerdings nicht erfolgte. Die CVP portierte den Grossrat Jean-Pierre Siggen. Dessen Funktion als Präsident des kantonalen Arbeitgeberverbandes weckte in der sozial orientierten Freiburger CVP-Wählerschaft allerdings gemischte Gefühle und verhies gute Chancen für die SP. Die im Kanton Freiburg seit einigen Jahren erfolgsverwöhnten Sozialdemokraten traten mit ihrem Nationalrat Jean-François Steiert an. Der in Bildungsfragen profilierte und perfekt zweisprachige Steiert stellte für die CVP eine grosse Herausforderung dar. Um die eigene Wählerschaft nicht ganz zu vergraulen, beschloss die CVP-Parteileitung zuerst den Alleingang ohne ein Bündnis mit FDP und SVP. Die harsche Kritik der beiden bürgerlichen Parteien und die Drohung der SVP, eine eigene Kandidatur zu lancieren, brachten die CVP allerdings zum Umdenken. Folge war eine Parteiversammlung, an der ein auf die Ersatzwahlen beschränktes, wenig solides bürgerliches Zweckbündnis beschlossen wurde. Allgemein wurde ein knappes Rennen erwartet: arithmetisch sprach die bürgerliche Unterstützung eher für Siggen, Profil und Bekanntheit versprochen aber Erfolg für Steiert, der zudem von den Grünen unterstützt wurde. Ein dritter Kandidat – der Gemeindepräsident von Surpierre Alfons Gratwohl – versprach zusätzliche Spannung, wenngleich er keine Aussicht auf Erfolg hatte.

Tatsächlich führten die 8,4% der Stimmen, die Gratwohl (6'385 Stimmen) erhielt, dazu, dass ein zweiter Wahlgang angesetzt werden musste. Dieser versprach spannend zu werden, betrug doch der Unterschied zwischen Siggen (34'983 Stimmen) und Steiert (34'505 Stimmen) nur rund 500 Stimmen. Gratwohl verzichtete auf den zweiten Umgang und empfahl Steiert. Auch beim zweiten Wahlgang war das Resultat äusserst knapp. Wieder lag Siggen (31'914 Stimmen) lediglich 562 Stimmen vor Steiert (31'352 Stimmen). Anscheinend war es der bürgerlichen Allianz besser gelungen, ihr Lager zu mobilisieren. Die SP konnte offensichtlich nicht von der Unterstützung durch Gratwohl profitieren. Lag die Wahlbeteiligung beim ersten Wahlgang noch bei 41,8%, nahmen im zweiten Umgang nur noch 33,9% der Freiburgerinnen und Freiburger ihr Wahlrecht wahr. Trotz hervorragenden Abschneidens von Steiert (der Wähleranteil der SP betrug in Freiburg bei den Parlamentswahlen 2011 rund 24%), **blieb es im traditionell katholisch-konservativen Kanton Freiburg bei der bürgerlichen Regierungsmehrheit und 3 CVP-Sitzen**. Ob diese Konstellation Bestand haben wird, wird sich spätestens bei den nächsten regulären Regierungsratswahlen 2016 weisen. Sowohl die nicht-vertreter SVP, im Parlament immerhin drittstärkste Fraktion, als auch der starke gesellschaftliche Wandel im Kanton, der sich nicht zuletzt auch in der zunehmenden Unterstützung für die SP manifestiert, dürften auch die nächste Regierungsausrichtung spannend machen.<sup>78</sup>

Die Tessiner Regierung war im Berichtsjahr gleich **zwei Mal aufgrund von Personalwechseln bei der Lega** im Fokus der Presse. Weil der Tessiner Staatsrat im **Proporzverfahren** gewählt wird, finden beim Ausscheiden von amtierenden Exekutivmitgliedern keine Ersatzwahlen statt. Es gilt stattdessen das Prinzip des Nachrückens. Im Frühjahr 2011 hatte die Lega einen zweiten Staatsratssitz erobert. Seither setzte sich die Tessiner Regierung aus 2 Lega-Vertretern und je einem FDP-, CVP- und SP-Mitglied zusammen. Weil im Berichtsjahr der bereits seit 1995 amtierende Lega-Regierungsrat Marco Borradori im April zum Stadtpräsidenten von Lugano gewählt wurde (siehe unten), **rückte der Grossrat Michele Barra nach**. Barras Amtsantritt lasteten jedoch Makel an. Auf der einen Seite war er lediglich der dritte Ersatzmann, weil Nationalrat Lorenzo Quadri aufgrund des ebenfalls im April eroberten Exekutivsitzes in Lugano verzichtete (siehe unten) und der zweite Ersatzmann und Lega-Präsident Giuliano Bignasca verstorben war (siehe unten und Kapitel IIIa). Auf der anderen Seite war Barra kurz vor Amtsantritt von der Polizei mit zu viel Alkohol am

Steuer erwischt worden, was sogar innerhalb der Lega zu Diskussionen geführt hatte. Barra nahm das Amt jedoch an und wurde – nach einer öffentlichen Entschuldigung und trotz Rücktrittsforderungen der Linken – von den bürgerlichen Parteien wohlwollend aufgenommen. Letztlich müsse Barra an seinen künftigen Taten gemessen werden. Solche zu zeigen, blieb Barra allerdings verwehrt. Eine angebliche Erpressung im Rotlichtmilieu sowie eine Chemotherapie aufgrund eines Lungenkrebses setzten ihm stark zu. Er verstarb am 20. Oktober. Die **Lega musste also erneut einen Ersatzmann stellen**. Allerdings fand sich nun niemand mehr auf der Fünfer-Regierungsliste der Lega, der nachrutschen hätte können. Das Gesetz sieht vor, dass keine Neuwahlen stattfinden, sondern dass die jeweilige Partei ein Parteimitglied auf den Sitz hieven darf. Damit kam es im Kanton Tessin zur eigenartigen Situation, dass ein Exekutivmitglied bestimmt wurde, dass nicht einmal indirekt vom Volk gewählt war. Die Lega **entschied sich für Claudio Zali**, den ehemaligen Präsidenten des Tessiner Strafgerichts und Leghisten der ersten Stunde, der als amtierender Strafrichter sozusagen die Gewalten wechselte. Ob Zali im Amt legitimiert werden wird, wird sich erst bei den nächsten kantonalen Erneuerungswahlen im April 2015 weisen.<sup>79</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 09.02.2014  
MARC BÜHLMANN

Weil er im Januar 2014 das Pensionsalter erreichte, hatte sich der **amtierende Regierungsrat Bernhard Koch (cvp)** entschieden, **zwei Jahre vor Ende seiner vierten Amtsperiode zurückzutreten**. Dieses Vorgehen wurde von der BDP kritisiert: Regierungsräte seien für vier Jahre gewählt, ein frühzeitiger Rücktritt sei nicht sauber. Die Kritik wurde vor allem auch deshalb laut, weil mit Claudius Graf-Schelling (sp) und Kaspar Schläpfer (fdp) zwei weitere Regierungsräte laut über einen vorzeitigen Rücktritt nachdachten. Von den anderen drei Regierungsparteien FDP (1 Sitz), SP (1 Sitz) und SVP (2 Sitze) hatte die CVP jedoch nichts zu befürchten, da diese den christlichdemokratischen Sitz nicht streitig machten. Allerdings krebste dann auch die BDP zurück, da die CVP mit **Carmen Haag** eine valable Kandidatin ins Rennen schickte. Weil auch die Grünen auf eine Kandidatur verzichteten, wurde Haag schliesslich nur von der parteilosen Gabi Coray bedrängt. Coray ist im Kanton Thurgau kein unbeschriebenes Blatt. Seit 2005 hatte sie für diverse Wahlen kandidiert, darunter gar für den Bundesrat bei der Wahl des Nachfolgers für Hans-Rudolf Merz 2010. Das beste Resultat hatte Coray bei einer Regierungsratsersatzwahl 2006 erzielt, als sie 22% aller Stimmen erhielt.

Bei den Wahlen vom 9. Februar hatte Coray dann allerdings keine Chance. Sie erhielt zwar 7'811 Stimmen, lag damit aber weit hinter den 43'539 Stimmen, die Carmen Haag auf sich vereinen konnte. Coray erhielt sogar noch weniger Stimmen als leer eingelegt worden waren (9'364). Nicht weniger als 4'662 Stimmen fielen auf Einzelstimmte, was neben den zahlreichen leeren und den 1'314 ungültigen Stimmen einerseits als Zeichen des Protests gegen die dünne Auswahl gewertet wurde. Andererseits wurde aber auch gemutmasst, die vielen leeren und ungültigen Stimmen seien darauf zurückzuführen, dass viele Stimmbürgerinnen und Stimmbürger eher wegen der gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmungen (Masseneinwanderungsinitiative, Abtreibungsfinanzierung und Fabi) an die Urne gegangen waren. Haag trat ihr Amt am 1. Juni an. Sie ist **erst die dritte Thurgauer Regierungsrätin**. Erstmals sassen in der Thurgauer Exekutive damit zwei Frauen – neben Carmen Haag auch Monika Knill (svp). Haags Wunsch, das Departement für Justiz und Sicherheit zu übernehmen, wurde nicht erhört. Sie wurde zur Vorsteherin des Departements für Finanzen und Soziales, das sie von ihrem Vorgänger übernahm, bestimmt. Mitte Oktober kündigte wie erwartet Claudius Graf-Schelling (sp) seinen vorzeitigen Rücktritt an.<sup>80</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 18.05.2014  
MARC BÜHLMANN

Ziemlich überraschend **gab der Basler Gesundheitsdirektor Carlo Conti (cvp) Anfang Januar seinen Rücktritt bekannt**. In Basel-Landschaft hatten nicht korrekt abgerechnete Honorare von Regierungsmitgliedern hohe Wellen geworfen: Entschädigungen für Mandate bei staatsnahen Betrieben wurden nicht wie eigentlich vorgesehen in die Staatskasse eingezahlt, sondern als persönliche Honorare verbucht. Conti, zur Zeit seines Rücktritts auch Präsident der Konferenz der Gesundheitsdirektoren, überprüfte in der Folge seine eigenen Einkünfte und stellte fehlerhafte Verbuchungen fest. Die nicht korrekt abgelieferten Beträge summierten sich nach Contis Angaben auf rund CHF 111'000. Der Gesundheitsdirektor sprach von Versäumnissen, die er in der Zwischenzeit zwar zurückbezahlt habe, die es ihm aber nicht zuliessen, weiter im Amt zu verbleiben. Der Rücktritt brachte Conti viel Respekt ein, versetzte aber sowohl die Regierung als auch die CVP in Zugzwang. Die Exekutive ordnete eine Überprüfung der Einkünfte durch die Finanzkontrolle an, die in einem Mitte Juli vorliegenden Bericht keine Verfehlungen ausmachen konnte. Die CVP

kündigte trotz des seit den Gesamterneuerungswahlen 2012 auf 7,3% geschrumpften Wähleranteils an, den Sitz mit **Lukas Engelberger**, dem **Kantonsparteipräsidenten**, verteidigen zu wollen. Der in Basel-Stadt bekannte, wirtschaftsnahe und beim im Stadtkanton wichtigen Pharmakonzern Roche tätige Engelberger erhielt Konkurrenz von Martina Bernasconi (glp). Die ebenfalls seit einigen Jahren politisch tätige Bernasconi wollte mit ökologischen Themen die linke Wählerschaft abholen, was allerdings durch die Stimmfreigabe der SP und der GP erschwert wurde. Die SP liess verlauten, dass die SVP nicht regierungsfähig sei und die Kandidierenden von GLP und CVP zu bürgerlich seien. Engelberger wurde von der FDP und den Liberalen (LDP) unterstützt. Ein Trumpf für die GLP-Kandidatin war, dass mit ihrer Wahl der magere Frauenanteil in der Regierung hätte erhöht werden können. Die SVP, stärkste Partei im Stadtkanton, schaffte es nicht rechtzeitig, einen kompetitiven Kandidaten aufzustellen. Zwar war bereits im Februar mit Thomas Egloff ein möglicher SVP-Regierungsrat präsentiert worden, dieser zog sich aber – auch weil ihm als weitgehend unbekanntem Chirurgen kaum Chancen eingeräumt wurden – Ende März bereits wieder zurück. Flugs stellte sich Vizepräsident Eduard Rutschmann zur Verfügung. Rutschmann sass zwar im Grossrat, hatte aber bei lokalen Wahlen in Riehen verloren und galt lediglich als Lückenbüsser. Der SVP wurde vorgeworfen, zwar gebetsmühlenartig einen ihr als stärkste Fraktion zustehenden Regierungssitz zu fordern, wenn es darauf ankäme aber keine valablen Kandidierenden aufstellen zu können. Als vierter Kandidierender meldete Eric Weber sein Interesse an der Regierung an. Weber sass als Vertreter der NA zwischen 1984 und 1992 im Grossen Rat von Basel-Stadt und war bei den Erneuerungswahlen 2013 für die „Volks-Aktion gegen zu viele Ausländer und Asylanten in unserer Heimat – Liste Ausländerstopp“ (VA) erneut ins Parlament gewählt worden. Der umstrittene und als Parlamentsschreck und Irrläufer bezeichnete Weber wurde von den Medien geschnitten und konnte sich im Wahlkampf kaum in Szene setzen.

Bei den Wahlen vom 18. Mai hatten dann weder Weber noch Rutschmann eine Chance. Mit seinen 8'111 Stimmen erzielte der SVP-Kandidat nur knapp die Hälfte der Stimmen von Bernasconi (16'018 Stimmen) und Engelberger (18'873 Stimmen). Weber erhielt lediglich 2'061 Stimmen. Das Resultat wurde als positive Überraschung für die GLP-Kandidatin gewertet, die mutmasste, dass viele linke Wählerinnen und Wähler leer eingelegt hatten und sich für den zweiten Wahlgang Unterstützung von dieser Seite versprach. Weil nämlich sowohl die GLP-Vertreterin als auch der CVP-Politiker das absolute Mehr (24'268) verpassten, musste am 22. Juni ein zweiter Wahlgang durchgeführt werden. Die SVP zog sich zurück und verzichtete auf eine Empfehlung. Eric Weber trat hingegen erneut an. Trotz einer markant geringeren Wahlbeteiligung von 32% – was wohl auch auf den sehr lauen Wahlkampf und den Umstand zurückzuführen ist, dass im ersten Wahlgang gleichzeitig über die Flugzeugbeschaffung (Gripen) und die Mindestlohn-Initiative abgestimmt worden war (46,2%) – konnte Engelberger seine Stimmenzahl im Vergleich zum ersten Urnengang halten. Von den 18'387 Stimmen waren ihm wohl auch einige aus dem SVP-Lager zuteil geworden. Bernasconi vermochte hingegen nicht mehr gleich zu mobilisieren und erhielt noch 11'692 Stimmen. Auch der erhoffte Frauenbonus oder die Unterstützung aus dem linken Lager hatte damit also nicht gespielt. Weber konnte leicht zulegen und erzielte 2'343 Stimmen. Die **Zusammensetzung der Baselstädter Regierung blieb damit unverändert** bei drei SP-, einem GP-, einem FDP-, einem LP- und einem CVP-Vertreter. Engelberger trat am 1. August die Nachfolge von Conti an. Für die Gesamterneuerungswahlen 2016 hatte das langjährige Regierungsmitglied Christoph Eymann (LDP) bereits 2013 angekündigt, nicht wieder anzutreten.<sup>81</sup>

WAHLEN  
DATUM: 28.09.2014  
MARC BÜHLMANN

Die 2013 bei den Gesamterneuerungswahlen gehörig durcheinander geschüttelte Neuenburger Regierung – gleich zwei der fünf Bisherigen wurden damals abgewählt – kam auch 2014 nicht zur Ruhe. **Yvan Perrin (svp)**, der 2013 als erster Vertreter der SVP in die Neuenburger Regierung gewählt worden war, **musste sich Anfang März wegen Anzeichen eines Burnouts und aufgrund von erneuten Alkoholexzessen behandeln lassen**. Im Juni musste der ehemalige Nationalrat wegen Depressionen und Erschöpfung erneut in ein Spital eingewiesen und krankgeschrieben werden. Die Regierungskollegen drückten Perrin ihr Mitgefühl aus und betonten, dass die seit Beginn der Legislatur spürbare positive Dynamik in der Regierung nicht gefährdet sei. Wenige Tage später erklärte Perrin allerdings seinen **Rücktritt**. Es sei ihm nicht mehr möglich, das Amt seriös auszuüben. Damit löste er sein vor den Wahlen 2013 gemachtes Versprechen ein, zurückzutreten, falls er wieder einen Rückfall erleide. Regierungsratspräsident Alain Ribaux (fdp) zeigte sich einerseits erschüttert ob des Ausmasses der Krise von Perrin, war aber andererseits auch erleichtert, weil die Situation für die Regierung schwierig war. Es musste also eine weitere Ersatzwahl – die dritte innert vier Jahren – anberaumt werden. Die SVP kündigte an, den bei den Wahlen 2013 von der FDP eroberten Sitz

verteidigen zu wollen. Nominiert wurde Nationalrat Raymond Clottu, der sich bereits rund sechs Tage nach dem Rücktritt Perrins via Sonntagspresse ins Gespräch brachte. Clottu war 2013 nach der Wahl Perrins für diesen in den Nationalrat nachgerutscht und wollte nun auch den Regierungssitz von seinem Parteikollegen erben. Aber auch die FDP bekundete Interesse und auch sie trat mit einem amtierenden Nationalrat an: Ende Juni wurde Laurent Favre nominiert, der den Neuenburger Freisinn seit 2007 in Bern vertritt. Weil Favre als erfahrener und bekannter Politiker eingeschätzt wurde – seine Arbeit in der Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie prädestinierte ihn zudem nachgerade für die Übernahme des freien kantonalen Departements für Raumplanung und Umwelt – und weil er für die Linke wohl eher wählbar war als Clottu, galt der Freisinnige als Favorit. Zudem wurde Favre von der CVP und der BDP unterstützt. Weder die SP noch die Grünen gaben hingegen eine Empfehlung ab. Die SVP warnte davor, sie wieder zur reinen Oppositionspartei zu machen. Dies würde nach den turbulenten Jahren den aktuellen Konsolidierungskurs gefährden. Zudem verfüge Clottu als Geschäftsführer eines Treuhandbüros über Führungserfahrung. Die Karten verschlechterten sich für die SVP zusätzlich, weil mit Karim-Frédéric Marti ein Sprengekandidat aus den eigenen Reihen antrat. Tatsächlich stand die Neuenburger SVP nicht geschlossen hinter Clottu. Marti kritisierte, dass Clottu einen zu wenig enthusiastischen Wahlkampf betreibe. Die Parteiführung reagierte vehement gegen den wild antretenden Marti. Um einen Eklat und einen Parteiausschluss zu verhindern, wurde Marti auf dem Wahlzettel ohne Parteizugehörigkeit aufgeführt. Als vierter Kandidat trat der Parteilose Thomas Wroblevski an, der das Amt allerdings gar nicht übernehmen wollte. Der Schauspieler gab bekannt, für all jene zu kandidieren, die keinen der Anwärter überzeugend fänden, also sozusagen für jene antrete, die sonst eine leere Stimme abgeben würden. Leere Stimmen werden im Kanton Neuenburg nicht für die Bestimmung des absoluten Mehrs addiert, wogegen Wroblevski protestieren wollte. Würde er allerdings gewählt, würde er sofort zurücktreten und die Wahlen müssten noch einmal neu angesetzt werden.

Soweit kam es jedoch nicht. Im Gegenteil **machte Laurent Favre das Rennen bereits im ersten Wahlgang** mit überraschender Deutlichkeit: Nicht weniger als 67,8% aller Stimmen wurden für den Freisinnigen abgegeben (34'427 Stimmen), der damit das absolute Mehr von 25'402 Stimmen deutlich übertraf. Raymond Clottu lag mit 16,6% der Stimmen abgeschlagen auf Platz 2 (8'441 Stimmen). Auch die 2'477 Stimmen von Karim-Frédéric Marti (4,9%) hätten Clottu wahrscheinlich nichts gebracht, lag der wilde Kandidat doch sogar noch hinter dem Parteilosen Thomas Wroblevski, der 5'458 Stimmen holte (10,7%). Die Wahlbeteiligung lag bei 40,2%. Der Wahlausgang wurde eher als Niederlage für die SVP denn als Sieg für die FDP gewertet. Zumindest in Teilen der Presse wurde der Sitzverlust auch mit der fahrlässigen Strategie der SVP begründet. Einerseits habe es die Volkspartei versäumt, Perrin trotz dessen bekannter Gesundheitsprobleme bereits 2013 an der Kandidatur für den Regierungsrat zu hindern. Die SVP habe hier ihre personelle Sorgfaltspflicht vernachlässigt. Andererseits habe die wilde Kandidatur von Marti gezeigt, dass innerhalb der Partei nicht alle am gleichen Strick ziehen würden. Darüber hinaus hatte sich der Gründer und ehemalige Parteipräsident der Neuenburger SVP – Walter Willener – in der Presse sehr wohlwollend über Laurent Favre geäußert. Nach nur einem Jahr Regierungsbeteiligung musste die SVP also ihren Neuenburger Regierungssitz bereits wieder räumen und der Staatsrat bestand neu aus drei SP und zwei FDP-Räten. In den letzten 20 Jahren waren im Kanton Neuenburg damit nicht weniger als 21 neue Regierungsvertreter gewählt worden. Für Favre rückte Pierre-André Monnard in den Nationalrat nach.

Noch während des Wahlkampfes wurde das Urteil gegen den ehemaligen freisinnigen Regierungsrat Frédéric Hainard verkündet, dessen erzwungener Rücktritt 2010 am Anfang der turbulenten Neuenburger Legislatur gestanden hatte. Hainard wurde wegen Amtsmissbrauch, Nötigung und Urkundenfälschung angezeigt. Die Affäre Hainard hatte insofern ein weiteres Nachspiel, als sich die Neuenburger Bevölkerung Ende November mit überwältigendem Mehr von 90,6% für die Einführung eines Amtsenthebungsverfahrens aussprach. In Zukunft können drei Viertel des Grossen Rates einen amtierenden Staatsrat abwählen. Die „Lex Hainard“ war die erste dieser Art in der französischsprachigen Schweiz.<sup>82</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 08.03.2015  
ANDREA DENZ

Im **Kanton Thurgau** fand eine **Ersatzwahl** für den **Regierungsrat** statt, weil Justiz- und Sicherheitsdirektor Claudius Graf-Schilling von der SP nach 15 Jahren seinen Rücktritt bekanntgegeben. Das Pensionsalter erreicht, entschied sich dieser, noch vor den Erneuerungswahlen im nächsten Jahr sein Amt zur Verfügung zu stellen. Graf-Schilling hatte sich in seiner Amtszeit als reformfreudiger Regierungsrat profiliert. Unter anderem war er der Kopf der neuen Thurgauer Bezirkseinteilung und ausserdem führend bei der Reorganisation und Aufstockung der Polizei. Für seine konsequente

Politik erhielt er anlässlich seines Abgangs auch von den bürgerlichen Parteien viel Lob.

Die aktuelle SP-Fraktionspräsidentin im Kantonsrat, Cornelia Komposch, sowie ihr Vorgänger in diesem Amt, Walter Hugentobler, standen für eine Nachfolge in den Startlöchern. Aber auch über eine Kandidatur von Nationalrätin Edith Graf-Litscher wurde spekuliert. Letztere hätte jedoch eine gewichtige Lücke in der SP-Nationalratsliste für die kommenden eidgenössischen Wahlen hinterlassen. Schlussendlich wurde Kronfavoritin Cornelia Komposch auf den Schild gehoben und besetzte das Einerticket der Sozialdemokraten. Mit 55 von 77 Stimmen konnte sie dabei auf breiten Rückhalt in ihrer Partei zählen. Einen Wahlvorschlag mit zwei SP-Mitgliedern zog man bei den Genossen nicht in Betracht, weil man eine dadurch mögliche Spaltung der Partei verhindern wollte. Die bürgerlichen Parteien anerkannten den Anspruch der SP auf den Regierungssitz und verzichteten auf eigene Kandidatinnen und Kandidaten. Einzig die GLP liebäugelte eine Weile lang mit einer eigenen Kandidatur. Letztlich gab man jedoch bei den Grünliberalen ebenfalls den Verzicht bekannt, weil sich mögliche Interessenten auf die Erneuerungswahlen 2016 konzentrieren wollten. Nicht ganz irrelevant dürfte auch die Drohung der SP gewesen sein, dass eine GLP-Kandidatur die allfällige Zusammenarbeit bei den kommenden Nationalratswahlen erschweren würde. Ebenfalls hinter die SP-Anwärterin stellten sich die Grünen. Somit blieb Komposch die einzige offizielle Kandidatin für die Ersatzwahl. Auch die immer wieder antretende Thurgauer Bürgerin Gaby Coray liess sich dieses Mal nicht registrieren. Sie und ihr Wahlkomitee gaben aber dann doch noch ihre verspätete Kandidatur bekannt – im Einklang mit dem Thurgauer Recht, dass auch nicht eingeschriebenen Anwärterinnen und Anwärtern die Wahl erlaubt.

An einem spannungsfreien Wahlsonntag wurde SP-Frau Cornelia Komposch mit 39'679 Stimmen als neue Thurgauer Regierungsrätin bestätigt. Vereinzelt erhielten 5'301 Stimmen und Gabi Coray deren 183. Komposchs Einzug in die Regierung zog eine erstmalige Frauenmehrheit in der Kantonsregierung nach sich. Überhaupt ist der Thurgau damit erst der dritte Kanton nach Zürich (2003–2006) und der Waadt (seit 2012), in welchem die Regierungsrätinnen in der Überzahl sind. Die neugewählte Regierungsrätin verteidigte mit ihrer Wahl zudem den Anspruch der Sozialdemokraten, welche seit 1941 in der Thurgauer Exekutive vertreten sind. Die faktisch stille Wahl lockte nur wenige Wähler an die Urne. Die Wahlbeteiligung lag entsprechend bei tiefen 35.1%.<sup>83</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 17.01.2016  
DIANE PORCELLANA

Suite à l'élection de Peter Hegglin (pdc) au Conseil des Etats, en octobre 2015, une **élection complémentaire à Zoug** a dû être organisée. En vue d'occuper le siège laissé vacant du PDC, trois candidats sont entrés en course: Martin Pfister (pdc), Zari Dzaferi (ps) et, pour le Parti Pirate, Stefan Thöni. Martin Pfister ainsi que le candidat du Parti Pirate s'étaient déjà présenté lors des dernières élections régulières en 2014, mais n'avaient pas pu obtenir de siège, bien que Pfister eût recueilli le nombre de voix nécessaires. Les socialistes espéraient récupérer leur siège perdu en 2006. L'Alternative-verte, présente au gouvernement avec la conseillère d'Etat Manuela Weichelt-Picard, avait annoncé son soutien pour le candidat socialiste Zari Dzaferi, dans l'espoir de renforcer la présence socialiste au sein du gouvernement. Depuis 2014, le gouvernement est élu à la majorité absolue. Ainsi, le PDC a maintenu son siège avec Martin Pfister, qui a obtenu cette majorité absolue (13'966 voix) avec 17'844 voix. Le candidat socialiste a recueilli 8'540 voix et le candidat du Parti Pirate 1'547 voix. Ainsi la composition du gouvernement reste-t-elle inchangée.<sup>84</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 28.02.2016  
DIANE PORCELLANA

Lors de la législature en cours (2014–2018), deux membres du gouvernement bernois ont déposé leur **démission pour le 30 juin 2016**, à savoir Philippe Perrenoud (ps) et Andreas Rickenbacher (ps). Les motifs de leur démission sont, pour le premier, une réorientation de sa carrière professionnelle et la volonté de consacrer du temps à sa famille et à ses proches. Quant au second, il souhaite se tourner vers l'économie privée. Le siège qu'occupait Philippe Perrenoud est le siège réservé au Jura bernois. Ainsi, lors de l'élection, six candidats se sont présentés pour les deux sièges vacants : pour l'UDC, les candidats Lars Guggisberg et Pierre-Alain Schnegg, Christophe Ammann et Roberto Bernasconi pour le parti socialiste, Patrick Gsteiger (pev) et Bruno Moser (sans parti). Les candidats Pierre-Alain Schnegg, Roberto Bernasconi et Patrick Gsteiger pouvaient prétendre au siège garanti au Jura bernois. Le PS souhaitait dès le début maintenir ses deux sièges vacants. Pour l'UDC, cette revendication était jugée disproportionnée étant donné la part d'électeurs qui soutient le PS. Comme aucun autre parti bourgeois ne

présentait de candidat, l'UDC en proposa donc deux. Les Vert'libéraux et le PEV désiraient proposer un candidat, ainsi le candidat Patrick Gsteiger pouvait compter sur le soutien des Vert'libéraux comme il est entrepreneur dans le domaine des énergies. Concernant le siège du Jura bernois laissé vacant par Philippe Perrenoud, il y a eu de la conflictualité au sein des socialistes. Il existe plusieurs partis socialistes dans le Jura bernois, le Parti socialiste du Jura bernois (PSJB) qui est membre du PS du canton de Berne et le Parti socialiste du Jura Sud (PSA) membre du PS Suisse. Le PSA souhaite faire partie du canton du Jura et c'est sur la question jurassienne qu'il se distancie du PS du canton de Berne. La peur était que le PSA propose un candidat, ce qui aurait pour conséquence de faire perdre des voix au PS du canton de Berne. Le parti a besoin du soutien du PSA pour son candidat et espère l'avoir, comme à l'époque pour l'élection de Philippe Perrenoud. Pour le parti, il est nécessaire d'avoir qu'un candidat socialiste pour le siège du Jura bernois. Le candidat Roberto Bernasconi avait un bon profil, selon le PS du canton Berne, car il respectait les positions du PSA. Cependant, pour le PSA, ce candidat ne respectait pas leurs positions, il est accusé d'avoir oeuvré pour rester dans le canton de Berne aux côtés de l'UDC lors du vote de novembre 2013 sur la question jurassienne. Alors que le PSJB soutient le candidat Roberto Bernasconi, le PSA envisageait de proposer son candidat, à savoir Peter Gasser. Mais, comme le PSA est membre du PS Suisse et non du PS du canton de Berne, ils n'avaient pas le droit de proposer un candidat. Finalement donc, il a été décidé de ne proposer que les candidats Christophe Ammann et Roberto Bernasconi.

Concernant les autres partis, le président de la fraction cantonale du PBD, Dieter Widmer, recommandait de voter en faveur du candidat socialiste Christoph Ammann plutôt que pour le candidat UDC Lars Guggisberg. La raison était le risque que l'UDC obtienne deux sièges supplémentaires et par conséquent, un retour de la majorité UDC au gouvernement cantonal perdue en 2006. En raison du siège réservé au Jura bernois et de la probabilité que ce siège soit occupé par l'UDC Pierre-Alain Schnegg, l'UDC pouvait gagner les deux sièges vacants, si Lars Guggisberg était élu pour remplacer Andreas Rickenbacher. Le PBD, le PLR et l'UDF recommandaient quant à eux Pierre-Alain Schnegg pour le siège du Jura bernois. Ainsi, en soutenant le candidat socialiste pour le siège d'Andreas Rickenbacher, le PBD espérait éviter le scénario d'une majorité UDC au gouvernement cantonal.

Le jour d'élection, avec une participation de 52,7% et une majorité absolue à 181'084 voix, seul Christoph Ammann a obtenu un siège avec 182'476 voix. Concernant le deuxième tour, la garantie d'un siège pour le Jura bernois au gouvernement limitait le profil des candidats à trois critères: être de langue française, résider dans l'arrondissement administratif du Jura bernois et avoir le droit de vote dans le canton de Berne. Ainsi, trois candidats restaient en course lors du deuxième tour organisé pour le 3 avril 2016. Il s'agit de Roberto Bernasconi, Patrick Gsteiger et de Pierre-Alain Schnegg. L'attribution du siège se calcule par la racine carrée du produit des suffrages exprimés dans le Jura bernois et des suffrages dans l'ensemble du canton. Le candidat ayant la plus haute moyenne géométrique l'emporte. Ainsi, le candidat Pierre-Alain Schnegg était donc élu avec une moyenne géométrique de 36'475, suivi par le socialiste Roberto Bernasconi (moyenne géométrique 34'703) et Patrick Gsteiger (moyenne géométrique 11'124). En conséquence, lors du premier tour, le siège laissé par le socialiste Andreas Rickenbacher a été assuré par l'élection de Christoph Ammann. Cependant, le PS a perdu un de ses sièges au profit de l'UDC avec l'élection de Pierre-Alain Schnegg. L'élection de ce dernier met fin à une majorité rouge-verte en place depuis 2006. L'élection pour le siège du Jura bernois a joué un rôle clé, étant donné que la majorité du gouvernement a basculé à droite. Ainsi, la composition du gouvernement, stable depuis 2010, a-t-elle été remise en cause. Déjà en 2014 lors des élections régulières, le PS avait failli perdre son siège (siège réservé au Jura bernois).<sup>85</sup>

WAHLEN  
DATUM: 28.02.2016  
DIANE PORCELLANA

Le conseiller d'Etat Hans Wallimann (pdc) a annoncé sa **démission du gouvernement cantonal obwaldien**, après dix-sept années en son sein. Le PS a décidé de ne pas proposer de candidat, alors que le PDC souhaitait présenter un candidat, à savoir Christophe Amstad. L'UDC ne voulait pas que le candidat PDC soit élu de manière tacite. Quant au PLR, bien qu'il n'ait pas proposé de candidat, il espérait que le PDC présente au moins deux candidats pour éviter une élection tacite, jugé non démocratique. Le PDC n'a pas répondu au souhait des autres partis bourgeois et a rappelé que, pour l'élection des deux membres PLR du gouvernement (Esther Gasser et Maya Büchi), seule leur candidature avait été proposée. L'UDC n'a finalement pas proposé de candidat, en raison d'un manque de personne pouvant se mettre à disposition. Bien qu'il ait essayé à trois reprises (en 2002, 2009 et 2014) d'accéder au gouvernement, ses tentatives ont toujours échoué, alors que le parti représente la deuxième force du Parlement obwaldien. De plus, outre le manque de disponibilité, un

"un contre un" entre le PDC et l'UDC ne donnait que peu de chance à l'UDC d'avoir un siège, en cause la présence d'un bloc centre-gauche.

Le 28 février, a donc été élu tacitement le candidat PDC Christophe Amstad. La composition partisane du gouvernement cantonal reste donc inchangée, avec Paul Federer (plr), Maya Büchi (plr), Niklaus Bleiker (pdc), Christophe Amstad et Franz Enderli (pcs). Peu après, le conseiller d'Etat Paul Federer a annoncé qu'il souhaitait prendre sa retraite en juin 2017, alors que la période de législature en cours se termine en 2018.<sup>86</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 28.02.2016  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Aufgrund zweier Rücktritte wurden **2016** im Kanton **Bern Regierungersatzwahlen** nötig. Gleich zwei der drei SP-Regierungsräte wollten das Amt niederlegen. Der Bernjurassier Philippe Perrenoud (BE, sp) war 2006 in die Regierung gewählt worden und hatte fortan die Gesundheits- und Fürsorgedirektion geleitet, die seit 1976 in SP-Hand war. Perrenoud wurde eine gewisse Amtsmüdigkeit nachgesagt, musste er doch in seiner Regierungszeit auch immer wieder mit viel Kritik umgehen. Andreas Rickenbacher (BE, sp), ebenfalls seit 2006 Regierungsrat, erklärte, er trete zurück, weil er neue Herausforderungen angehen wolle. Der Seeländer hatte als Volkswirtschaftsdirektor bei allen Parteien Respekt genossen.

Zur Ersatzwahl traten sechs Kandidaten an. Für die SP wollte Christoph Ammann Rickenbacher beerben und sollte Roberto Bernasconi (BE, sp) im Berner Jura den garantierten «Jura-Sitz» verteidigen. Die SVP schickte mit Lars Guggisberg (BE, svp) und Pierre Alain Schnegg (BE, svp) zwei Herausforderer ins Rennen, die beide im grossen Rat sassen. Schnegg galt als linientreuer SVP-Politiker mit intakten Aussichten, den Jura-Sitz erobern zu können. Aus der Mitte gab es eine EVP-Kandidatur: Grossrat Patrick Gsteiger (BE, evp) sollte ebenfalls versuchen, den Sitz im französischsprachigen Teil des Kantons zu erobern. Als chancenlos galt in den Medien die Kandidatur des parteiosen Bieler Ökonoms Bruno Moser, der bei den Ständeratswahlen 2015 dafür gesorgt hatte, dass es nicht zu stillen Wahlen gekommen war, und damit nicht wenige Bernerinnen und Berner verärgert hatte.

Die SVP-Kandidierenden traten mit dem Slogan «Wir beleben Bern» an. Sie wurden von der FDP und der EDU sowie den Wirtschaftsverbänden zur Wahl empfohlen. Die BDP unterstützte zwar Schnegg, nicht aber Guggisberg, gegen den sich auch zahlreiche FDP-Mitglieder aussprachen. Da ein Sitz für die bürgerliche Wende genügte, kritisierten viele Bürgerliche, dass die SVP mit zwei Kandidaten antrat. Die Volkspartei verfügte über ein Wahlkampfbudget von einer Viertelmillion, wobei die beiden Kandidierenden selber zusammen noch einmal rund CHF 50'000 einbrachten. Von den beiden SP-Kandidierenden galt insbesondere Christoph Ammann auch bei den Bürgerlichen als wählbar, sassen doch auch Vertreterinnen und Vertreter von BDP und FDP in seinem Unterstützungskomitee. Amman wurde von den Jungfreisinnigen gar offiziell empfohlen. Die SP versuchte mit dem Slogan «Erfahrung wählen» bei den Wahlberechtigten zu punkten. Mit einem Wahlkampfbudget von CHF 55'000 wollte auch die EVP – unterstützt von GLP und CVP – ein Wörtchen mitreden.

Zentrales Thema im Wahlkampf war die Finanzpolitik. Würden die Bürgerlichen die Regierungsmehrheit zurückerobern, dann würden wohl Steuersenkungen und Sparprogramme vorangetrieben. Dies wurde von den Bürgerlichen gutgeheissen, während die Linke nicht müde wurde, davor zu warnen. Häufiger Diskussionspunkt in den Printmedien war zudem die Qualität der Kandidierenden. Beide Parteien seien mit wenig bekannten Köpfen angetreten, was insbesondere der SP den Vorwurf einbrachte, mindestens einen der beiden Sitze kampfflos preiszugeben.

Der erste Wahlgang Ende Februar 2016 brachte lediglich einen Sieger hervor: Christoph Ammann konnte mit 182'476 Stimmen nicht nur seinen ersten Verfolger Lars Guggisberg (176'219 Stimmen) distanzieren, sondern er erreichte als einziger Kandidat das absolute Mehr (181'084 Stimmen). Einen Sitz hatte die Linke damit erfolgreich verteidigen können. In den Medien wurde gemutmasst, ob auch die Durchsetzungsinitiative zu diesem Ergebnis beigetragen habe, über die am gleichen Wochenende abgestimmt wurde und die vor allem linke Kreise mobilisiert habe. Die Wahlbeteiligung betrug denn auch vergleichsweise hohe 52.7 Prozent. Ein Kopf-an-Kopf-Rennen hatten sich Pierre Alain Schnegg (154'217 Stimmen) und Roberto Bernasconi (152'081 Stimmen) geliefert. Sie lagen mit nur 2000 Stimmen Unterschied auf den Rängen drei und vier. Erwartet wenig mit dem Wahlausgang zu tun hatten Patrick Gsteiger (43'192 Stimmen) und Bruno Moser (16'147 Stimmen). Damit stand in einem zweiten Wahlgang der Sitz im Berner Jura zur Disposition; die Deutschschweizer Kandidaten Lars Guggisberg und Bruno Moser schieden folglich aus dem Rennen aus. Weil auch Gsteiger nicht mehr antrat und allgemein angenommen wurde, dass dessen Mitte-Stimmen eher an die Linke gehen würden, schien das Rennen um den «Jura-Sitz» völlig offen. Die Medien machten

leichte Vorteile für die SVP aus, war doch die «bürgerliche Wende» nach wie vor das erklärte Ziel der bürgerlichen Parteien. Folglich unterstützte die CVP Pierre Alain Schnegg, während sowohl die EVP als auch die GLP Stimmfreigabe beschlossen. Bernasconi wurde hingegen von den Benrjurassischen Autonomisten unterstützt.

Der im April stattfindende zweite Wahlgang versprach also einiges an Spannung. Entscheidend würde sein, wer den besseren Rückhalt im Wahlkreis Berner Jura erhalten würde, weil diese Stimmen ein höheres Gewicht haben, damit die französische Sprachminderheit möglichst gut repräsentiert wird. Die Ermittlung des Wahlsiegers über das so genannte «geometrische Mittel» erübrigte sich dann jedoch, da Pierre Alain Schnegg sowohl im Berner Jura als auch im gesamten Kanton Bern mehr Stimmen erhielt (111'657) als Roberto Bernasconi (107'755). Bernasconi konnte seine Anhängerinnen und Anhänger sowohl im ganzen Kanton wie auch im Berner Jura anscheinend weniger gut mobilisieren als der Vertreter der SVP, der in der französischsprachigen Region 57.1 Prozent der Stimmen erzielte. Insgesamt lag die Wahlbeteiligung mit 30.4 Prozent mehr als 20 Prozentpunkte unter derjenigen im ersten Wahlgang.

Der «Jura-Sitz» war damit auch 2016 entscheidend für die Mehrheitsverhältnisse in der Berner Regierung, die fortan wieder bürgerlich geprägt war. Die seit 2006 herrschende «Cohabitation» – das Nebeneinander einer linken Regierung und eines rechtsbürgerlich geprägten Parlaments – wurde damit im Kanton Bern beendet. In den Printmedien wurde die bürgerliche Wende als Chance für den Kanton Bern beschrieben, der wieder zum Normalfall werde. Allerdings würden die Karten bei den Gesamterneuerungswahlen 2018 wohl wieder neu gemischt werden.<sup>87</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 05.03.2016  
DIANE PORCELLANA

Suite à l'élection du conseiller d'Etat Hans Wicki (plr) au Conseil des Etats lors des élections fédérales du 18 octobre 2015, il y a eu une **élection complémentaire à Nidwald**. Le PLR, souhaitant garder son siège afin de maintenir ses trois sièges, a présenté Sepp Durrer. Le PDC, avec la candidature de Josef Niederberger, espérait un troisième siège au gouvernement, tout comme l'UDC qui proposait le candidat Walter Odermatt. Les Verts ont également proposé un candidat, Conrad Wagner, en vue de tenter d'accéder à nouveau au gouvernement, après en avoir été écarté en 2010. Lors de la campagne, une photo compromettante de leur candidat, le montrant alcoolisé, a entaché l'image du parti. Celle-ci aurait été envoyée à la presse par un membre d'un autre parti.

Au premier tour, aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue (10'083 voix). Josef Niederberger a eu le meilleur score (6'050 voix), suivi par Walter Odermatt (5'394 voix), puis par Sepp Durrer (4'341 voix) et enfin par Conrad Wagner (3'944 voix).

Pour le deuxième tour, agendé au 10 avril 2016, le PDC a été le premier parti à confirmer la candidature de son candidat. Les autres partis, ayant pris plus de temps pour réfléchir, n'ont finalement présenté aucun candidat. Alors que le scénario le plus probable était une candidature du PDC et de l'UDC, en raison de la grande différence de voix obtenues lors du premier tour, l'UDC a estimé ne pas avoir les ressources nécessaires, en terme d'argent et de profil de candidat, pour participer au deuxième tour. Les Verts ont interprété les résultats du premier tour comme la volonté du peuple d'un gouvernement bourgeois, au lieu de la présence de toutes les forces politiques au sein du gouvernement. Concernant le PLR, Sepp Durrer n'a pas reçu le soutien nécessaire de son parti pour figurer parmi les candidats du deuxième tour, le PLR estimant que les chances étaient trop faibles et voulant plutôt s'investir activement en 2018. Ainsi, le 5 mars 2016, au lendemain du terme fixé pour l'annonce des candidatures, Josef Niederberger a donc été élu pour succéder à Hans Wicki. Suite à la perte du siège PLR au profit du PDC, le nouveau gouvernement se compose de deux PLR, de deux UDC et de trois PDC.<sup>88</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 13.12.2016  
DIANE PORCELLANA

**Josef Hess** (sans parti), seul candidat pour l'élection complémentaire, **est élu tacitement au gouvernement obwaldien**. Il remplacera en juillet prochain le conseiller d'Etat Paul Federer (plr). Le PLR, faute de candidat, a renoncé à présenter une candidature pour sauver son siège laissé vacant et soutient Josef Hess. L'UDC s'est également abstenue, persuadée qu'elle ne pourrait avoir l'appui des autres partis pour être représentée au sein de l'exécutif cantonal. Le PLR n'a donc plus qu'un siège au gouvernement.<sup>89</sup>

WAHLEN  
DATUM: 12.02.2017  
DIANE PORCELLANA

En cours de législature, Marianne Koller-Bohl (plr) donne sa **démission au Conseil d'Etat d'Appenzell Rhodes-Extérieures**. Pour la remplacer, le PLR présente comme candidat Dölf Biasotto estimant que sa formation est adéquate pour reprendre le département de la construction et de l'économie. Seule femme au gouvernement cantonal, avec cette candidature masculine, le PLR encourt le risque de perdre son second siège. L'UDC propose Ingeborg Schmid-Huser qui a déjà participé à l'élection de 2013 et qui a perdu au second tour face à Paul Signer (plr). Finalement, le Parti indépendant lance dans la course Peter Gut.

Dans le cadre d'un débat durant la campagne, les trois adversaires échangent leurs points de vue sur l'affaire des hôpitaux et de leur futur, sur le tourisme ainsi que sur les transports publics. Le slogan de la représentante UDC «Unser Mann für Ausserrhoden» attire beaucoup l'attention. Elle jouit du soutien de l'association cantonale des paysans ainsi que du PDC. Le PS, dans l'optique de bénéficier du soutien du PLR pour maintenir son siège à l'exécutif cantonal en 2019, recommande Dölf Biasotto, tout comme le milieu industriel.

Lors du premier tour, avec une participation de 47.1% et une majorité absolue de 8'651 voix, personne ne la atteint. Dölf Biasotto totalise 6'684 voix, suivi par Peter Gut avec 5'390 voix et finalement Ingebord Schmid-Huser, 5'086 voix. L'avantage d'être une femme n'a pas suffi à Ingebord Schmid-Huser pour être élue et devancer ses rivaux. Pour le second tour, le trio continue la course. Ingebord Schmid-Huser mobilise comme slogan «Damenwahl ins Männerquartett», Peter Gut «Wir haben eine Wahl», afin d'inciter la participation. Dölf Biasotto récolte de la sympathie avec son slogan «Risotto mit Biasotto». Le choix est fait en faveur du PLR, permettant au parti de maintenir ses deux sièges au gouvernement cantonal. Avec une participation de 41.1%, Biasotto comptabilise 6'432 voix, largement devant Peter Gut (4'822 voix) et Ingebord Schmid-Huser (4'042 voix). Ainsi, pour le reste de la législature, aucune femme ne siège à l'exécutif cantonal.<sup>90</sup>

WAHLEN  
DATUM: 26.11.2017  
DIANE PORCELLANA

La ministre UDC Rosemarie Widmer Gysel a donné sa **démission du gouvernement cantonal schaffhousois**, après avoir été réélue en 2016. L'UDC propose Cornelia Stamm Hurter, membre du Conseil municipal de la ville de Schaffhouse. Elle est opposée à Claudia Eimer, socialiste, soutenue par l'Alternative Liste, ÖBS/Vert et un comité composé de plusieurs dizaines de personnalités de divers camps politiques. Le PS, espère récupérer son deuxième siège au gouvernement, perdu en 2000. Alors que le PDC, le PEV et les Vert'libéraux n'ont pas communiqué de préférence pour l'une des candidates, le PLR a manifesté son appui à la représentante bourgeoise.

Lors de l'élection, Cornelia Stamm Hurter l'emporte avec 65.5% des voix (12'876 suffrages) contre Claudia Eimer qui comptabilise 32.2% des voix (6'532 suffrages). L'UDC maintient donc son siège. Au gouvernement cantonal, la présence d'une femme est assurée et la ville de Schaffhouse est à nouveau représentée.<sup>91</sup>

WAHLEN  
DATUM: 25.03.2018  
DIANE PORCELLANA

Soupçonnée de violation du secret de fonction suite à des fuites de documents confidentiels dans les médias, Marie Garnier (verts) déposa sa démission un an après sa réélection à l'**exécutif cantonal fribourgeois**. Les médias spéculaient sur la candidature du conseiller aux Etats Christian Levrat (ps, FR) pour l'**élection complémentaire**. Ce dernier ne briguera pas le siège vacant, estimant être plus utile à Berne. Le PS a finalement présenté la conseillère nationale Valérie Piller Carrard. Les Verts ont désigné Sylvie Bonvin-Sansonnens pour tenter de maintenir leur unique siège au gouvernement cantonal. Le Centre Gauche-PCS Fribourg a renoncé à une candidature et supportait l'écologiste. Avec deux candidatures, la gauche partait divisée. La stratégie adoptée par le Parti socialiste, de présenter également une candidate, ne faisait pas l'unanimité au sein de sa base. Plusieurs membres redoutaient que la candidature socialiste ne mette en péril la gauche plurielle et son alliance. Toutefois, au un éventuel second tour, seule la candidate remportant le plus de voix sera présentée par la gauche. Du côté des bourgeois, le PLR Didier Castella et l'UDC Ruedi Schläfli étaient dans la course. Le Parti bourgeois-démocrate y participa avec Philippe Nahum. Maya Dougoud (sans parti), avec sa liste «Energie citoyenne», et Claudio Rugo du Parti des artistes, concourèrent également pour le siège laissé libre par Marie Garnier. Le PDC recommanda le PLR plutôt que l'UDC, freinant l'ambition de l'UDC. Lors de la campagne, les aspirantes et aspirants se confrontèrent lors d'un débat devant une centaine de personnes. Les sujets abordés étaient la place des femmes au Conseil d'Etat, ainsi que les principaux dossiers de la direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Lors du premier tour, le 4 mars 2018, personne ne franchit la majorité absolue fixée à 44'675 voix. La participation fut de 45.9%. Didier Castella arriva en tête, avec 23'642

voix. Il fut suivi par la candidate socialiste (21'286 voix) et par Sylvie Sansonnens (19'792 voix). Ruedi Schläfli accéda à la quatrième place avec 17'238 suffrages, viennent ensuite Maya Dougoud (4'078 voix), Claudio Rugo (2'035 voix) et Philippe Nahum (1'278 voix). Pour le second tour, le parti agrarien décida de ne pas y prendre part. Le PLR se représenta, sans toutefois savoir s'il jouirait de la mobilisation de l'UDC. Le PDC renouvela son soutien. La conseillère nationale fit cavalier seul, comme candidate de la gauche. Les Verts perdirent donc leur siège au gouvernement. Durant la campagne, la gauche a joué sur l'aspect du genre, l'élection du PLR priverait l'exécutif cantonal d'une seconde femme. Les deux adversaires ont rencontré les élèves d'un gymnase et ont été interrogés quant aux éoliennes sur les crêtes du Schwyberg. Les électrices et les électeurs durent choisir entre une femme ou un homme, la droite ou la gauche. Avec une participation de 29.9%, Didier Castella fut élu avec 32'448 voix. Valérie Pillier Carrard récolta 25'446 suffrages. Le siège vert fut remplacé par un second siège PLR. Il y a donc maintenant 3 PDC, 2 PLR, 2 socialistes et plus qu'une seule femme au gouvernement fribourgeois.<sup>92</sup>

## Parteien, Verbände und Interessengruppen

### Parteien

#### Grosse Parteien

**WAHLEN**  
DATUM: 17.11.1996  
EVA MÜLLER

Bei den **kantonalen Wahlen** büsste die FDP **insgesamt fünf Parlamentssitze ein**, wobei sie insbesondere in Basel-Stadt und Schwyz massiv Sitze und Wähleranteile einbüsste. Die Partei verfügt aber gesamtschweizerisch weiterhin über die meisten kantonalen Parlamentssitze. In **Freiburg konnte die FDP neu wieder in die Regierung Einzug** halten, musste aber in Nidwalden und St. Gallen je einen Exekutivsitze abgeben.

**WAHLEN**  
DATUM: 01.12.1996  
EVA MÜLLER

Bei den **kantonalen Wahlen** büsste die CVP überall ausser im Kanton Uri an Sitzen ein; mit **insgesamt 9 Parlamentsmandaten hielten sich die Verluste aber in Grenzen**. In Basel-Stadt verlor die CVP ihren einzigen Regierungssitz und ist damit erstmals seit 1950 nicht mehr in der Basler Exekutive vertreten. In Nidwalden konnte sie dafür der FDP einen Exekutivsitze abnehmen. Statistisch zwei weitere Sitze verlor die CVP in Appenzell Innerrhoden, wo die Regierung von neun auf sieben Mitglieder verkleinert wurde.

**PARTEICHRONIK**  
DATUM: 15.10.2013  
MARC BÜHLMANN

Einen Erfolg konnte die SP bei den **kantonalen Regierungswahlen** in Neuenburg feiern, wo sie mit einem zusätzlichen Sitz die Regierungsmehrheit von drei Mandaten eroberte. Ihren jeweiligen Regierungssitz verteidigen konnten die Genossen in den Kantonen Genf, Solothurn und Wallis. Die Angriffe bei Ersatzwahlen in Basel-Landschaft und Freiburg waren jedoch jeweils sehr knapp nicht erfolgreich. Insgesamt konnte die SP damit ihren Regierungsanteil in den Kantonen leicht ausbauen. Die Genossen besetzen 33 von total 156 Exekutivsitzen. Nur die FDP (42 Sitze) und die CVP (39 Sitze) haben eine stärkere kantonale Regierungsbeteiligung.

- 
- 1) Elections cantonales et communales 2016
  - 2) Elections communales et cantonales 2017
  - 3) Elections cantonales et communales 2018
  - 4) LNN, 2.5.91; NZZ, 3.5.91; Büz, 28.5.91.
  - 5) Presse vom 4.11.91.
  - 6) Presse vom 17.2.92.
  - 7) Presse vom 30.3.92.
  - 8) Presse vom 27.4.92.
  - 9) Presse vom 27.4.92.
  - 10) Presse vom 27.4.92.
  - 11) Presse vom 18.5.92; BT, 7.3.92; Bund, 28.4.92.
  - 12) Presse vom 18.5. und 15.6.92.
  - 13) NZZ, 8.3.93; NZZ, 6.1., 8.1. und 5.2.93; TA, 8.1. und 13.1.93; DAZ, 22.2.93; BZ, 23.2.93.
  - 14) Presse vom 14.6. und 28.6.93.
  - 15) Presse vom 24.1.94.
  - 16) NZZ und SGT vom 21.2. und 21.3.94.
  - 17) Presse vom 28.3.94.
  - 18) Presse vom 20.1.97; Presse vom 3.2.97.
  - 19) Presse vom 17.3.97; Presse vom 7.4.97.
  - 20) Presse vom 14.4.97; TW, 27.2.97.
  - 21) Presse vom 28.4.97.23
  - 22) Presse vom 28.9.98.; AZ, 17.6.98; AZ, 8.8.98; Presse vom 30.11.98; SoZ, 15.11.98 sowie Presse vom 16.11.98; AZ, 2.12.98.

- 23) Bund, 20.4.99; BaZ und NZZ, 21.4.99; SGT, 22.4.99; Presse vom 26.4.99.
- 24) NF und LT, 1.3.-20.5.99; Bund, 7.5. und 17.5.99; BZ, 7.5.99; Presse vom 10.5.99; BaZ, 15.5.99; Presse vom 25.5.99.
- 25) TA, 7.4.99; Presse vom 19.4.99.; NLZ, 12.4. und 22.5.99; Presse vom 14.6.99.
- 26) AZ, 19.2., 20.2., 31.3., 1.4., 3.4., 8.5., 10.5., 22.5. und 4.6.99; TA, 11.5.99; NZZ, 5.6.99; Presse vom 14.6.99.
- 27) SN, 13.4., 3.5., 5.5., 6.5., 7.5., 17.5., 7.7., 21.8. und 24.8.; SGT, 31.8.99; NLZ, 2.9.99; TA, 6.8.99; Presse vom 6.9.99; SN, 18.9.99; Presse vom 27.9.99
- 28) BaZ, 11.1.-14.4.00; NZZ, 6.4.00; TA, 12.4.00.20; Presse vom 17.4.00.
- 29) AT, 7.1.-19.5.00; BaZ und TA, 8.3.00; NZZ, 18.3.00.19; Presse vom 13.3.00; Presse vom 22.5.00.
- 30) NZZ und CdT, 22.7., 25.7. und 29.7.00.22
- 31) BaZ, 8.1.-24.11.00.21; Presse vom 23.10.00; Presse vom 27.11.00.
- 32) Presse vom 30.4.01.16
- 33) Bund, 29.3.01.; Presse vom 2.4.01; Presse vom 11.6.01.
- 34) Presse vom 3.10.01. Zum Amoklauf siehe oben, Teil I, 1c (Einleitung). 18
- 35) NLZ, 9.3., 16.4., 18.5. und 22.5.02; Presse vom 3.6.02; NLZ, 7.6., 19.7. und 30.10.02.
- 36) SGT, 28.6., 5.-9.7., 29.-30.7 und 22.8.02; SGT, 18.10.-20.11.02; Presse vom 23.9.02; Presse vom 25.11.02.
- 37) LT und TG, 11.-21.12.02 und 6.1.-18.2.03; Presse vom 3.3.03.
- 38) SGT, 9.-25.4.03; Presse vom 28.4.03.
- 39) SZ, 24.10.-23.11.02, 18.1.-10.5.03 und 21.5.-20.6.03; Presse vom 19.5. und 30.6.03.
- 40) 24h und LT, 26.8.-7.11.03 und 12.-24.11.03; Presse vom 10.11. und 1.12.03.
- 41) NZZ, 27.1.04; SGT, 4.2.04; BÜZ und NZZ, 9.2. und 23.2.04.
- 42) NLZ, 9.2.-8.3.04; NLZ und NZZ, 5.4.04.
- 43) SGT, 6.3.-23.4.04; Presse vom 26.4.04.
- 44) LT, 20.2.-5.5.04; BZ, 13.3.-10.5.04; Presse vom 17.5.04; LT, 18.5.04; NZZ, 22.5.04.
- 45) BÜZ, 14.5.-25.6. und 5.-23.9.04; Presse vom 27.9.04.
- 46) LT, 7.8.-23.10.04; 24h, 9.8.-10.10.04; Presse vom 25.10.04.
- 47) NLZ, 4.11., 30.11., 4.12., 16.12.04, 12.1. und 25.2.05; NLZ und NZZ, 28.2.05.
- 48) SGT, 20.1., 22.1., 12.2. und 25.2.05; NZZ und SGT, 28.2.05.
- 49) NZZ, 27.10., 11.11., 19.11., 1.-2.12., 11.-18.12.04 und 17.1.-19.2.05; Presse vom 28.2.05.
- 50) TA, 1.10.-22.12.04, 3.1.-19.2. und 1.3.-8.4.05; NZZ, 2.10.-9.12.04, 5.1.-21.2. und 1.3.-7.4.05; Presse vom 28.2.05; Presse vom 11.4.05.
- 51) NZZ, 6.2.06; SGT, 1.2. und 2.2.06; NZZ und SGT, 13.2.06.
- 52) AZ, 5.1. und 4.2.06; BaZ, 7.1.-4.2.06; TA, 8.2.06; Presse vom 13.2.06; BaZ, 14.2.06; NZZ, 16.2.06; TA, 15.2.06; BaZ, 15.2.-17.3.06; Presse vom 20.3.06
- 53) NZZ, 23.2.06; SGT, 10.1.-23.2.06; NZZ und SGT, 27.2.06; SGT und TA, 10.4.06.
- 54) AZ, 6.5.06; NZZ, 26.4. und 13.5.06.; NZZ, 3.6.-1.7.06; TA, 30.5.-1.7.06; Presse vom 10.07.06; NZZ, 11.7. und 15.7.06.
- 55) SGT, 27.4.07; NZZ, 30.4.07.
- 56) SN, 15.8.-28.8.07; SGT, 31.8.07; Presse vom 3.9.07.
- 57) NZZ, 7.4.08. BÜZ und NZZ, 21.4.08.
- 58) BZ, 22.-25.10., 30.11., 1.12., 7.12. und 12.12.07; Bund, 29.-30.11., 4.12. und 13.-15.12.07; Presse vom 25.2.08; BZ, 28.12.07, 10.-11.1., 17.1., 28.2. und 26.3.08; Bund, 11.1., 17.1., 6.2., 1.4., 10.5. und 22.-23.12.08
- 59) BÜZ, 4.1., 11.1., 21.1. und 18.3.08; AZ, 12.1.08; NZZ, 26.1.08; TA, 27.3.08; Presse vom 31.3.08.
- 60) NLZ und NZZ, 11.1.08; Presse vom 25.2.08; NLZ, 10.4.08; Presse vom 14.4.08.
- 61) SGT, 31.1., 16.2., 4.4., 7.-8.4., 11.4., 16.4., 18.4., 22.4. und 26.4.08; Presse vom 28.4.08.
- 62) NLZ, 8.1., 16.1. und 20.3.09; NZZ, 17.3.09. Wahlen vom 19.4.09; Presse vom 23.3.09; Presse vom 20.4.09
- 63) NLZ, 7.-10.7., 4.8., 8.8. und 4.9.09; NZZ, 8.7.09; Presse vom 28.9.09
- 64) NZZ, 10.9., 12.9., 22.9., 25.9., 21.10. und 12.11.09; TA, 10.9., 22.-23.9., 7.10. und 22.10.09; BaZ, 24.9.09; Presse vom 30.11.09
- 65) NLZ, 12.9., 24.9., 15.-16.10. und 20.10.09; NZZ, 18.11.09; Presse vom 30.11.09
- 66) SN, 28.5., 13.8., 15.8., 2.9., 7.11., 9.11 und 19.11.09; Presse vom 30.11.09; SN, 2.12.09
- 67) Presse vom 18.5.-21.4.10; Presse vom 26.4.10; NLZ, 27.4.10
- 68) NLZ, 12.3. und 17.3.10; Presse vom 6.-21.4.10; Presse vom 26.4.10; Presse vom 29.4. bis 11.6; Presse vom 14.6.10
- 69) Presse vom 9.2.-26.8.10; Presse vom 30.8.10; SN, 30.8.10
- 70) TG, 26.6.10; LT, 18.10 und 28.10.10; NZZ, 29.10.10; NZZ, 26.8.10; Presse vom 1.11.10; Presse vom 22.11.10; LT, 25.11.10.
- 71) Presse vom 19.8.-19.11.10.; Presse vom 29.11.10
- 72) LT, 14.10. und 20.10.11; 24h und LT, 28.10.11; NZZ, 19.11.11; LT, 25.11.11; Presse vom 28.11.11; LT und 24h, 29.11.11; NZZ, 7.12. und 12.12.11; 24h und LT, 16.12.11, Presse vom 19.12.11
- 73) SoS, 30.1.12.
- 74) TG, 9.2.12; LT und TG, 28.2.12; TG, 1.3.12; LT, 3.3. und 6.3.12; TG, 15.3., 17.3. und 20.3.12; LT, 21.3.12; TG, 22.3.12; LT und TG, 26.3. und 28.3.12; NZZ, 30.3.12; TG, 2.4.12; Presse vom 8.5.12; NZZ, 23.5.12; LT, 14.6.12, TG, 15.6.12; Presse vom 18.6.12; TG und LT, 18.6. bis 23.6.12
- 75) NZZ, 11.5.12; Exp., 26.6.12; LM, 30.6.12; Exp., 28.7., 2.8., 20.8., 28.8. 31.8., 4.10. und 5.10.12; Exp. und NZZ, 15.10.12
- 76) NZZ, 4.3.13; NZZ, 6.2.13; NZZ, 8.4.13; www.ar.ch
- 77) BaZ, BLZ und NZZ, 4.3.13; BaZ und BLZ, 5.3.13; NZZ, 14.12.12; NZZ, 7.1.13; BaZ, 8.1., 9.1. und 12.1.13; BLZ, 12.1.13; BaZ, 17.1. und 22.1.13; NZZ, 23.1.13; BaZ, 30.1. und 31.1.13; BLZ, 2.2. und 9.2.13; NZZ 9.2.13; NZZ, BaZ und BLZ, 25.2.13; BaZ, 2.3.13; Presse vom 22.4.13; BaZ, 6.3. und 8.3.13; BLZ, 9.3.13; BaZ, 12.3. und 20.3.13; NZZ, 12.4.13; Presse vom 10.6.13; BaZ, 15.6.13; BaZ, 23.4., 24.4., 8.5., 18.5., 31.5. und 3.6.13 ; NZZ, 1.6.13; NZZ, 27.12.13; BLZ, 27.12.13; BaZ, 28.12.13.
- 78) Lib. und NZZ, 23.9.13; Lib, 30.7.13; LT und NZZ, 10.5.13; Lib, 1.6., 22.6., 26.6., 5.7., 6.8., 19.8. und 21.8.13; NZZ, 19.9.13; Presse vom 14.10.13; Lib, 15.10.13; Lib., 26.9. und 5.10.13; NZZ, 11.10.13.
- 79) CdT, 22.4. und 26.4.13; AZ und NZZ, 27.4. und 2.5.13; CdT und LaR, 17.10.13; Presse vom 21.10.13; NZZ, 22.10.13; CdT, 24.10. und 26.10.13; NZZ, 13.11.13.
- 80) TZ, 1.11., 7.12.13, 27.1.14; SGT, 10.2.14; TZ, 23.10.14
- 81) BaZ, 25.10.13, 8.1.14; BLZ, BaZ, 28.1.14; BaZ, 7.2., 19.2., 26.2., 27.2.14; BLZ, 21.3.14; BLZ, BaZ, 25.3.14; BaZ, 11.4., 3.5.14; BLZ, BaZ, 19.5.14; BLZ, 20.5.14; BaZ, 21.5.14; BLZ, 16.6.14; NZZ, 19.6.14; BLZ, BaZ, 23.6.14; BaZ, 24.6.14
- 82) Exp, 26.6., 3.7., 10.7., 14.7.14; SGT, 18.7.14; Exp, 12.8., 13.8., 23.8.14; NZZ, 26.8.14; Exp, 3.9., 6.9., 9.9., 10.9.14; Exp, NZZ, 29.9.14
- 83) TZ, 23.10., 24.10., 25.10.14; SGT, 11.12.14; TZ, 15.12.14, 14.1., 16.2., 9.3.15
- 84) ZGZ, 5.12.15, 16.1.16
- 85) Bund, 4.11.15; BZ, 9.11.15; Bund, 1.12., 19.12.15; BZ, 9.1., 29.3.16; Bund, LT, 4.4.16
- 86) OWZ, 13.1., 15.1., 16.1., 2.3.16
- 87) BZ, 7.1.16; Bund, 11.1.16; BZ, 12.1., 13.1.16; Bund, 14.1.16; BZ, 15.1.16; BZ, 16.1.16; BZ, 21.1., 25.1.16; BZ, Bund, 26.1.16; BZ, 29.1., 30.1., 1.2.16; Bund, 4.2.16; NZZ, 5.2.16; Bund, 10.2.16; Bund, TA, 29.2.16; BZ, 1.3., 7.3., 8.3.16; Bund, 23.3.16; SZ, 24.3.16; Bund, 26.3.16; NZZ, 30.3.16; BZ, Bund, NZZ, SGT, TA, 4.4.16
- 88) NWZ, 20.2., 29.2., 2.3., 3.3.16
- 89) LZ, NZZ, 13.12.16
- 90) Résultats 1er tour ; Résultats 2nd tour ; APZ, 10.11., 3.12., 9.12.16; AVF, 20.12.16; APZ, 9.1., 12.1.17; TG, 27.1.17; SGT, 2.2.17; TZ, 13.2.17; APZ, 15.2., 17.2.17; SGT, 20.3.17
- 91) SN, 6.9., 16.9., 22.9., 27.9., 29.9., 30.9., 14.10., 21.10., 2.11., 3.11., 4.11., 7.11., 11.11., 17.11., 18.11.17; SN, 27.11.17
- 92) LT, 8.11.17; Résultats 1er tour; Résultats 2nd tour; Lib, 18.12.17; Lib, 11.1.18; Lib, 12.1., 16.1.18; BZ, 23.1.18; Lib, 2.2., 10.2., 13.2.18; Lib, 5.3.18; Lib, 6.3., 13.3.18; LZ, 26.3.18